

TÉMOIGNAGES  
À LA MÉMOIRE DE  
JEAN MONNET

Lausanne

Témoignages  
à la mémoire de  
**Jean Monnet**



Fondation Jean Monnet pour l'Europe  
Centre de recherches européennes  
Lausanne  
9 novembre 1989

# Henri Rieben

Professeur à l'Université de Lausanne Directeur  
du Centre de recherches européennes  
Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe  
Prix Joseph Bech  
Prix Louise Weiss

# Un sentier suisse

## Le sentier et la vision

Lors de la journée d'ouverture de l'Exposition nationale, à Lausanne, le 30 avril 1964, Max Petitpierre, ancien Président de la Confédération, m'avait dit l'image qui le guidait dans ses méditations, ses entretiens et son action sur le sujet de la Suisse et de l'Europe: «Les Confédérés sont des montagnards. Le long de leurs sentiers de montagne, ils marchent plus lentement que les Européens le long de leurs routes de plaine. Mais les sentiers rejoignent les routes. Vous, vous vivrez le moment où montagnards et hommes de la plaine se rejoindront.» Présent, Friedrich Traugott Wahlen souriait silencieusement aux propos de son prédécesseur à la tête du Département politique fédéral. J'ai eu le sentiment qu'il les approuvait.

Un homme a animé les Européens de la plaine dans leur marche vers l'union du continent. Le même homme a beaucoup aimé la Suisse et nos sentiers alpins et jurassiens le long desquels il m'a été donné de l'accompagner à plusieurs reprises. Cet homme s'appelle Jean Monnet.

«Homme de la plaine, pourquoi gravis-tu la montagne?», s'était demandé le Général de Gaulle. Et il avait répondu: «Pour mieux regarder la plaine!»

Tel était bien aussi l'avis de Jean Monnet qui se référait volontiers à l'expérience suivante: au fur et à mesure que l'on s'élève le long du sentier, le paysage s'élargit jusqu'au point où la vue s'étend au loin, très loin vers l'horizon. Il est important d'atteindre à une vision large en s'élevant progressivement le long du sentier de la montagne. La même règle vaut pour l'action et pour la vie. C'est ce que les Grecs anciens désignaient par le terme d'*europos* dont ils faisaient un attribut de Zeus parce qu'il évoque celui qui voit loin.

## Un livre et deux rencontres

Mon premier contact avec Jean Monnet a eu lieu à la fin du mois de décembre 1954 ou au tout début de janvier 1955. Il a été téléphonique. Je me souviens des circonstances.

J'avais soutenu en 1952 à l'Université de Lausanne une thèse de doctorat, intitulée *Des ententes de maîtres de forges au Plan Schuman* (1), sous la direction du professeur Firmin Oulès. Le jury de thèse, présidé par le professeur Jules Chuard, directeur de l'Ecole des HEC, était composé de Philippe de Selliers de Moranville, directeur adjoint de la Division de l'acier de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, à Genève, dont le directeur était le Luxembourgeois Tony Rollman, de Willi Küderli, marchand de fer à Zurich et à Bâle, et du professeur Jean Golay. J'avais pris sur moi d'ajouter après la soutenance et avant la publication de la thèse deux années de recherches supplémentaires pour étudier la mise sur pied et le fonctionnement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

C'est alors que, à la fin de 1954, Philippe de Selliers de Moranville, qui avait été appelé, ainsi que Tony Rollman, à collaborer avec Jean Monnet dès le lancement du Plan Schuman, lui écrit en lui transmettant ma thèse:

«... M. Rieben, bien que Suisse, est un Européen convaincu; dans son livre, il ne ménage pas son admiration pour les thèmes que vous défendez, aussi bien que pour l'œuvre que vous avez accomplie. Vous comprendrez donc sans peine qu'il a été aussi déçu que moi en apprenant récemment la nouvelle de votre prochain départ de Luxembourg.»

Dans le télégramme que Jean Monnet envoie par retour du courrier à Philippe de Selliers de Moranville, il lui dit: «Ne regrettez pas mon départ. Il était nécessaire.» Dans le même temps, le Président de la Haute Autorité parvient à me joindre au téléphone, un soir, à la Maison Küderli, fers et métaux, à Zurich, tard après la fermeture. Il m'explique brièvement que sa démission est nécessaire pour mieux poursuivre de l'extérieur la tâche entreprise. Il forme le souhait de reprendre bientôt et de façon directe ce premier entretien. Et de fait, le Président de la Haute Autorité m'invite par télégramme du 5 mai à suivre à partir du 9 mai 1955, à Strasbourg, dans la Maison de l'Europe, les séances de l'Assemblée commune de la CECA et à participer à la commémoration du cinquième anniversaire de la Déclaration de Robert Schuman.

(1) Editée à Epalinges, à compte d'auteur, en 1954.

Ayant appris par la suite à mieux connaître Jacques-René Rabier, grand lecteur de livres, qui était alors aux côtés de Jean Monnet, je le soupçonne d'avoir aussi été pour quelque chose dans la détermination du Président de la Haute Autorité de la CECA à vouloir rencontrer l'auteur, suisse, d'une thèse de doctorat aussi volumineuse sur le Plan Schuman.

Durant cette semaine, j'aperçus Jean Monnet surtout de loin, mais assez pour remarquer chez lui et autour de lui une activité de conversation et de contact intense. J'eus donc tout loisir pour écouter, sur son conseil, les débats de l'Assemblée commune. Je me souviens avoir été frappé par un phénomène qui sera au cœur des entretiens que j'allais être appelé à avoir avec lui la semaine suivante.

En effet, j'avais eu l'occasion d'observer, dans l'hémicycle, qu'il arrivait aux parlementaires allemands, les socialistes et ceux de la CDU confondus, de voter dans le même sens. Je sentais, sans en comprendre encore bien la portée, qu'il se passait quelque chose de nouveau qui allait peut-être permettre de retourner l'histoire encore dominée par l'échec du projet de la Communauté européenne de défense, par les traumatismes de l'immense bataille perdue et par la démission de Jean Monnet de la présidence de la Haute Autorité.

Quelques années plus tôt, la bataille parlementaire suscitée par la ratification du Traité de Paris avait été animée en République fédérale d'Allemagne par l'opposition véhémement manifestée par le chef du Parti socialiste, Kurt Schumacher, contre la politique d'adhésion de l'Allemagne à l'Europe du Plan Schuman incarnée par Konrad Adenauer et par la CDU. Kurt Schumacher était mort en 1952. Erich Ollenhauer lui avait succédé. Il était présent à Strasbourg et il participait aux débats auxquels j'assistais. Il y avait là, près de lui, dans la délégation du Parti socialiste allemand, Herbert Wehner. A eux deux, ils avaient provoqué le tournant historique dans un sens européen de la politique du Parti socialiste allemand.

Le soir du vendredi 13 mai, Jean Monnet me pria brièvement d'être à Luxembourg dès le lundi matin suivant pour une nouvelle semaine au cours de laquelle nous aurions davantage de temps pour parler. Je lui répondis que je devais d'abord demander à mes patrons le renouvellement du congé qu'ils m'avaient accordé. Messieurs Küderli firent preuve de compréhension pour cette nouvelle démarche tout en trouvant que le Président de la Haute Autorité disposait un peu facilement d'eux et de moi.

Le lundi, à Luxembourg, il faisait un temps superbe qui dura toute la semaine. Les arbres étaient en fleurs. La visite des départements de la Haute

Autorité commença. Je me souviens de quelques visages: Suzanne Miguez, Suzanne Desjeunes, Jacques-René Rabier, Pierre Uri, Jacques Cros, Georges Berthoin, Jacques van Helmont, Max Kohnstamm, Eric Westphal. Jean Monnet avait chargé Henri Aujac d'être mon cicérone.

Vint le jour où le Président me fixa rendez-vous à son bureau de la place de Metz. Henri Aujac m'avait invité à déjeuner à Remich, à l'«Hostellerie des Pêcheurs», au bord de la Moselle, face à l'un des quatre ponts qu'avait empruntés l'armée de von Rundstedt à la fin de la guerre, lors de la bataille des Ardennes, et qui avait, en passant, provoqué la destruction d'une partie du Grand-Duché.

Le poisson de la Moselle, du brochet, était succulent, le vin qui l'accompagnait était frais, fruité et généreux. Nous en bûmes, sans nous en apercevoir, deux bouteilles. La conversation, qui porta sur le prix de la vie et le sens de l'existence, fut d'un grand intérêt. Au moment de nous lever de table, je m'aperçus que si la tête restait claire, les jambes étaient devenues lourdes. J'appréhendais ce qui allait se passer. Mais le chemin du retour allait être coupé par un tour cycliste. Nous arrivâmes à la place de Metz avec près d'une heure de retard, comme Jean Monnet, qui avait connu le même problème de circulation. La rencontre et l'entretien furent très réussis. J'eus le sentiment de me trouver en face d'un paysan. La taille était petite, la tête puissante. Il émanait de lui une impression d'équilibre, de détermination et d'assurance. Je reconnus la voix un peu métallique qui m'avait frappé lors du premier entretien téléphonique. Cette résonance allait faire place à un débit feutré et doux. Le regard était direct et intense comme était intense aussi la qualité de son écoute. En fait, ce regard m'avait saisi et ne me quittait pas. La parole était sans fioritures. Jean Monnet m'interrogea sur les problèmes concrets qui se posaient alors à l'industrie du charbon et de l'acier, en Europe et dans le monde. Il me demanda ce que je pensais de la session de l'Assemblée commune à Strasbourg. Je réalisai à cette occasion pour la première fois quel pouvoir d'élévation Jean Monnet exerçait sur son interlocuteur. Ses questions allaient droit à l'essentiel et il accordait aux réponses une attention extrême. Mais en raison de l'activité ambiante, le moment ne se prêtait pas à une longue conversation. Afin de poursuivre cet entretien, Jean Monnet m'invita à déjeuner pour le lendemain ou le surlendemain à son domicile du Bricherhof. J'eus le plaisir de faire la connaissance de Madame Monnet et de leur fille Marianne. Le repas se déroula dans une atmosphère familiale. L'entretien s'étendit sur une partie de l'après-midi.

Jean Monnet revint sur l'affaire de la Communauté européenne de défense. Sa responsabilité de président de la Haute Autorité ne lui avait pas permis

de participer à la bataille comme il l'eût souhaité. S'il avait eu les mains libres, il n'est pas certain que l'issue en France en eût été la même. La Communauté européenne du charbon et de l'acier était désormais une citadelle assiégée. Pour la dégager, il fallait réussir une nouvelle percée et celle-ci ne pouvait être faite qu'à partir de l'extérieur.

Il fallait aller vite et agir avec vigueur, car l'évolution de la guerre en Algérie allait renforcer en France le courant gaulliste qui s'était allié aux communistes pour barrer la route à la CED.

Les circonstances allaient rendre nécessaire et urgente une nouvelle action d'envergure.

Les nuages qui s'accumulaient sur le Proche- et le Moyen-Orient allaient faire peser un risque d'instabilité grandissant et redoutable sur cette source vitale de l'approvisionnement pétrolier de l'Europe.

L'évolution à l'Est était aussi lourde de dangers.

Quelques mois plus tôt, Jean Monnet avait reçu la visite des chefs des grands syndicats allemands. Ils lui avaient dit qu'ils croyaient en lui et qu'il pourrait compter sur eux pour poursuivre, élargir et renouveler l'entreprise européenne. Il fallait exploiter la convergence des votes des forces politiques allemandes observée une semaine auparavant à Strasbourg et qui manifestait un retournement et pouvait conforter en France le courant européen incarné chez les socialistes par Guy Mollet, et encourager le rassemblement des courants européens présents dans une majorité de syndicats et de partis.

Enfin, les responsables de la politique extérieure des pays du Benelux mettaient sur pied, de leur côté, une action en vue d'appeler leurs collègues de la CECA à une relance d'envergure de l'union de l'Europe.

Pourquoi cette rencontre avec Jean Monnet a-t-elle revêtu un tel sens pour moi?

Tout d'abord, je me trouvais en face d'un des hommes qui avait le plus contribué à l'accomplissement d'une vision géopolitique dont j'avais été, sur le Golf de Lausanne, en qualité de caddie, le témoin privilégié et silencieux à la veille du déclenchement des hostilités, le 3 septembre 1939. Dans un entretien impromptu, quelque temps après une longue discussion avec Adolf Hitler, l'Aga Khan avait exposé à un autre joueur, le prince Ferdinand de Liechtenstein, comment les armées du IIIe Reich allaient



fondre sur ses voisins occidentaux et les défaire, entraînant l'Europe et le monde dans un bouleversement total au terme duquel les empires coloniaux s'évanouiraient et le globe cesserait d'être européo-centrique. Les Alliés ne remporteraient finalement la victoire, après cinq à six années de combats, que grâce à la résistance du Royaume-Uni, à l'appui des peuples et des armées de l'Empire, en particulier de l'Armée des Indes, et à l'intervention décisive des Etats-Unis d'Amérique (1). Or Jean Monnet, l'interlocuteur d'apparence si simple, que j'écoutais, seize ans plus tard, à Luxembourg, était précisément l'homme qui avait permis, avec quelques autres, de transformer l'Amérique, selon son expression, en «Arsenal des démocraties» et qui, en inventant le *Victory Program* et en conseillant au Président Roosevelt de le porter au niveau requis par l'extension du conflit au monde entier, avait participé à ce retournement du sort des armes. John Maynard Keynes avait même dit à Emmanuel Mònick que Monnet avait contribué à raccourcir d'un an la durée des hostilités.

Puis, dépassant l'urgence des nécessités militaires, le même homme avait conçu en pleine guerre une vision et un projet concret pour amener les Européens à transformer une des sources de leurs antagonismes, leurs forges d'armes, en foyers autour desquels allaient se nouer leur réconciliation et leur union (2).

En écoutant Jean Monnet au Bricherhof, j'entendais retentir en moi la confirmation d'une hypothèse à laquelle mes travaux de thèse m'avaient conduit, que cet homme était mû par une seule motivation: contribuer à vaincre la guerre de manière à épargner aux générations à venir la somme des souffrances indicibles vécues par leurs aînés. Dans cette perspective, il apparaissait clairement que les obstacles n'arrêteraient ni son élan ni ses efforts. Madame Monnet approuvait avec force.

Les choses étaient dites sur un ton de grande simplicité, dépourvu de tout artifice, éclat et éloquence. Mais derrière la vivacité du regard, l'enchaînement logique et la brièveté des phrases, je sentais la puissance de la passion contenue et de l'intuition au service de l'intelligence. Dès cette première rencontre, je perçus en Jean Monnet «ce plus que lui-même», que j'allais avoir l'occasion de ressentir à nouveau par la suite, et ce magnétisme de confiance qui émanait d'un homme déterminé à faire face non seulement

(1) Cf. HENRI RIEBE N : «La plus haute activité de l'esprit», in *Mémoires de l'Agu Khan*, Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne, 1988, pp. 426 à 428.

(2) Cf. «Note de réflexion de Jean Monnet à Alger, le 5 août 1943», in HENRI RIEBE N : *Des guerres européennes à l'union de l'Europe*, Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne, 1987, pp. 272 à 285.

à son propre destin, mais à celui de tout un continent. Je sentis que cet homme était habité par la passion de s'employer à résoudre les problèmes que les circonstances avaient placés le long d'une route déjà marquée par des défis et des accomplissements majeurs. Je sentis aussi que sa capacité de jugement était à la mesure de sa vision, qu'il disposait d'une sorte de boussole intérieure, qu'en l'occurrence il avait choisi un cap et que celui-ci serait tenu contre vents et marées, comme le montrait bien l'expérience de l'échec de la CED, sans espoir de retour.

Or des années de recherches consacrées à l'étude de l'évolution de l'industrie lourde et de ses marchés et une longue expérience sur le terrain m'avaient préparé à comprendre l'importance des problèmes européens auxquels Jean Monnet avait eu l'audace de s'attaquer de front, la signification de son dessein et de son action, la portée de leur réussite ou de leur échec.

Lorsque, en 1615, Antoine de Montchrestien écrit dans son *Traicté de VOeconomie Politique*: «Ne laissez point esteindre le feu de la forge; il est plus aisé de le conserver que de le rallumer s'il estoit mort», il ignore encore combien son injonction est lourde d'avenir. Dans les siècles qui suivent, l'industrie du charbon et de l'acier va devenir en effet l'une des bases capitales de la première révolution industrielle, en Europe et outre-mer. Elle contribue à conférer à celles des nations du Vieux Monde qui la maîtrisent le mieux la primauté sur les autres et à donner à la planète durant plus de deux siècles un destin européocentrique.

Répartis de part et d'autre des frontières des Etats nationaux, bassins miniers et industriels sont devenus complémentaires à un degré tel que la transformation de leurs rapports de force a modifié de fond en comble les éléments du vieil équilibre européen. En retour, lorsque ces changements ont appelé de nouveaux arbitrages fondés sur la puissance des armes, les bassins industriels sont eux-mêmes devenus le champ privilégié où l'on a vu s'affronter en Europe les nations antagonistes en des batailles de géants.

Au fil d'épreuves de force renouvelées de génération en génération à partir de 1870, il est apparu qu'une sorte de fatalité commençait à opposer de part et d'autre du Rhin des nations voisines, au génie et aux ressources complémentaires et qui étaient appelées à maîtriser presque en même temps le même progrès économique et social. Mais les guerres fratricides et répétitives dont la conquête de leurs gisements industriels était devenue l'enjeu permanent paraissaient obéir à un tel mécanisme de fatalité qu'on ne pouvait plus en aborder l'étude sans se souvenir du diagnostic d'Arnold Toynbee selon qui les causes principales de la décadence et de la mort des

vingt civilisations qui ont précédé la nôtre sont constituées par les guerres et par la lutte des classes (1). Allions-nous être réduits à notre tour à un destin semblable?

Dans les phases de répit ménagées entre ces conflits, aussi dévastateurs qu'absurdes, des hommes de bonne volonté se sont efforcés de substituer à l'arbitrage des armes des ententes industrielles s'évertuant à promouvoir au-dessus des frontières nationales et du feu de la concurrence l'émergence d'un intérêt commun. C'est ainsi que le maître de forges luxembourgeois Emile Mayrisch avait réussi à mettre sur pied en 1926 la plus remarquable d'entre elles: l'Entente internationale de l'acier. Mais il dut convenir que s'il avait réussi à créer les conditions d'un armistice industriel européen et international, il n'était pas parvenu à réunir celles d'une paix véritable, et que son échec était dû à deux raisons principales. De nature exclusivement privée, ces ententes n'atteignaient pas à un degré d'intérêt public commun qui eût engagé les nations concernées à se départir de leur droit de veto, qui était le droit de paralyser toute politique d'ensemble. Ces ententes n'avaient pas, du propre aveu d'Emile Mayrisch, pu faire aux ouvriers, aux utilisateurs et aux consommateurs la place qui eût dû leur revenir dans une participation adéquate à la gestion du patrimoine économique, industriel et social européen.

Au niveau de l'évolution des relations intraeuropéennes et internationales, la Société des Nations avait connu un échec analogue, notamment en ce qui concerne le statut de la Sarre. La faillite de la SDN sera lourde de conséquences.

Amener les Européens à transformer les enjeux de leurs guerres, les bassins du charbon et de l'acier, en foyers de réconciliation des ennemis héréditaires a été le premier objectif du Plan Schuman imaginé par Jean Monnet. Puis il a voulu dans un même souffle faire de cette réconciliation la base de l'union de l'ensemble de leurs forces en un vaste marché continental tourné vers le grand large et liant dans un même mouvement le progrès économique et le progrès social. Cette entreprise ne serait plus dès lors seulement l'affaire d'une entente privée de producteurs, mais celle d'une communauté supranationale d'intérêt public unissant tous les Européens afin qu'ils cherchent désormais ensemble la voie de l'intérêt commun et qu'ils agissent en conséquence.

Dès le lancement du Plan Schuman, j'avais eu, avec quelques amis, dont André Philip, Philippe de Selliers de Moranville et Tony Rollman, l'intui-

(1) Cf. Ar no 1 d J. Toyn bee : *La civilisation à l'épreuve*, dans la traduction de Renée Villotteau, NRF, Gallimard, Paris, 1951, pp. 20 et 21.

tion et la conviction que Jean Monnet et ses compagnons, Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi, Paul van Zeeland, Paul Henri Spaak, Johan Willem Beyen et Joseph Bech, avaient vraiment créé les fondations à partir desquelles il deviendrait possible, en mobilisant pour la paix la même puissance d'organisation que celle qui avait été investie dans la guerre, de bâtir en Europe durant la seconde moitié du XXe siècle un continent nouveau. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, à Genève, Gunnar Myrdal, partageait cette manière de voir, lui qui avait permis à Rollman et à de Selliers de rejoindre Jean Monnet, dès son premier appel, au printemps 1950.

La réalisation concrète du dessein constituait un défi immense puisque, en plus de la mutation précitée, poursuivie simultanément au niveau des institutions et de l'évolution des esprits, cinq ans seulement après la fin du conflit, il convenait de faire en sorte que ces industries clés, ravagées par la guerre, retrouvent un caractère de modernité et de capacité concurrentielle qui les porte à la hauteur de la puissance industrielle de l'Amérique tout en suscitant un certain degré d'égalité et d'équilibre entre les Européens eux-mêmes, et d'abord entre les Français et les Allemands.

Les bâtisseurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier avaient en outre associé d'une manière novatrice, réelle et féconde, la classe ouvrière et ses syndicats ainsi que les utilisateurs au fonctionnement démocratique des institutions chargées de gérer désormais ensemble le progrès économique et social de l'industrie lourde européenne.

Enfin, dans sa volonté de créer un nouveau type de relations entre les Etats et entre les Européens et de faire apparaître les solidarités de fait existant entre les uns et les autres, Jean Monnet s'est appliqué à les traduire en termes institutionnels.

Ce dessein était le plus élevé qui soit puisqu'il s'agissait de substituer en Europe, sur un terrain voué aux antagonismes et aux affrontements séculaires et à l'arbitrage par les armes des rapports de force, l'arbitrage du droit et de la recherche poursuivie ensemble de l'intérêt commun. Telle est la montagne que Jean Monnet et ses compagnons avaient commencé à soulever.

Or l'échec de la Communauté européenne de défense venait de frapper de plein fouet ce dessein et faisait peser sur lui une menace mortelle. L'attaque menée avec vigueur visait aussi à détruire devant l'opinion publique l'image des principaux protagonistes, en particulier celle de Jean Monnet et de Robert Schuman. La rencontre du printemps 1955 me convainquit que non

seulement Philippe de Selliers et moi n'avions aucune raison d'interpréter dans un sens négatif la démission de Jean Monnet de sa charge de président de la Haute Autorité, mais que nous n'allions pas tarder à le voir reprendre l'initiative, tirer parti de l'épreuve subie et de l'expérience acquise et trouver le moyen de soulever à nouveau la montagne.

Groupant les forces syndicales et politiques des six pays représentant les deux tiers des électeurs de la Communauté, plus de dix millions de travailleurs syndiqués, le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe que crée et qu'anime Jean Monnet va devenir l'un des deux moteurs, l'autre étant le Comité interministériel de Paul Henri Spaak, d'une relance européenne particulièrement réussie puisqu'elle va aboutir en un temps record, au printemps 1957, à la signature à Rome des Traités instituant Euratom et le Marché commun.

Jean Monnet donne pour objectif aux forces vives qu'il rassemble dans le Comité d'Action de réaliser à la dimension d'un continent l'équivalent de ce que la Suisse a réalisé à son échelle: un marché commun généralisé, une monnaie et une défense communes, un droit fédéral, bref une synthèse entre l'union partout où elle s'impose et la diversité qui constitue, dit-il, la richesse essentielle des patries premières et la plus grande richesse du Vieux Monde. Jean Monnet recommande aussi aux Européens de faire du continent la patrie stratégique des nations qui le composent en suivant l'exemple de la Confédération et des cantons suisses.

Mais, au cours de l'entretien de Luxembourg, Jean Monnet ne se borne pas à me dire pourquoi et comment il va bientôt lancer de l'extérieur une initiative pour sauver la CECA, il me demande aussi de rejoindre son entreprise. Je réponds naturellement oui sur-le-champ.

Les préparatifs s'intensifient dans les mois qui suivent. Je rencontre à plusieurs reprises Jean Monnet. Rentrant en Suisse d'un nouveau voyage, en 1956, j'informe de ce qui se passe et de ma décision, en lui précisant que celle-ci est prise, un ami sûr qui joue un rôle important dans le Gouvernement fédéral, Markus Feldmann. Il dirige le Département de justice et police. A l'époque, il est aussi Président de la Confédération suisse. J'apprécie la qualité de sa réponse: «Je crains que la réussite de l'entreprise à laquelle tu as décidé de consacrer tes forces n'apporte quelques graves soucis à notre pays. Néanmoins, j'approuve ta décision. C'est ton devoir de répondre à l'appel de Jean Monnet et de l'aider. A l'avenir, quoi qu'il arrive, tu pourras toujours compter sur moi.»

Le 6 mars 1955, Robert Schuman, alors ministre de la Justice dans le Gouvernement Edgar Faure, m'avait écrit pour me remercier de l'envoi de

l'ouvrage *Des ententes de maîtres de forges au Plan Schuman* dans lequel, dit-il, «vous avez procédé à une confrontation qui se situe au cœur des problèmes que vous avez cherché à résoudre».

Au début de septembre 1957, sans m'en avoir parlé, Jean Monnet envoie à Robert Schuman un télégramme dont le contenu me touche infiniment:

«Professeur Henri Rieben de Université Lausanne sera présent réunions Bruges. Il a écrit un livre très intéressant et important sur le Plan Schuman et professe à Université Lausanne sur intégration européenne. Vous le recommandez, c'est un homme sûr et un ami. Amitiés. Jean Monnet.»

Je découvre à Bruges un personnage singulier et attachant. Il ressemble aux dessins qui, des années durant, ont manifesté le talent et la verve des caricaturistes: longue silhouette, inclinée à son sommet, visage allongé, couronné par le front chauve immense, équilibré par un grand nez mince. Robert Schuman a l'allure d'un notable de province. Sa voix, rocailleuse, est marquée par l'accent mosellan. Le bleu de ses yeux ajoute à la lumière intense du regard où l'humour affleure. Les mains sont effilées et leur mouvement ponctue d'une vitalité latine le verbe de cet homme de l'Est. On sent que Robert Schuman est riche d'un jardin intérieur dans lequel il peut se retirer à volonté. Son pouvoir de concentration est perceptible. Il émane de lui le rayonnement d'une force profonde, celle de sa foi catholique et romaine, et d'un homme qui aime son prochain, les gens, son pays et l'Europe. A Bruges, il me dit combien il aime aussi la Suisse et le Canton de Vaud où il a animé, au Mont-Pèlerin, dès 1947, les premières rencontres entre des maires français et des bourgmestres allemands. Trente ans plus tard, un des plus proches compagnons de Robert Schuman, le Président Alain Poher, me rappellera la signification que son ami attachait à ces rencontres franco-allemandes en Suisse. Robert Schuman est un Français de ces marches d'Alsace, de Lorraine et du Luxembourg qui ont été meurtries par les guerres. Il est l'incarnation vivante d'un vieux dicton de sa Lorraine mosellane: «Paix en dehors, paix en dedans.» De son pas tranquille, il vient du fond de l'histoire pour accomplir la mission qui l'habite: réconcilier les Gaulois et les Germains.

Je n'allais pas tarder à rencontrer à nouveau le pèlerin de l'Europe sur le chemin de son apostolat. Le 7 mars 1958, il est à Berne où Me Alfred Borei, avocat à Genève, a invité les responsables suisses du Mouvement européen à venir l'écouter. Le lendemain, Robert Schuman donne à Lausanne une autre conférence, intitulée *L'Europe et l'Afrique*. Sa démonstration est saisissante. Les Européens doivent se souvenir du précédent que constitue pour eux l'histoire de l'Empire romain, «décadent, il est vrai, [qui] s'est

disloqué en trois siècles par suite de cette promotion dente mais constante) de ceux qu'on appelait les barbares. Notre génération évolue bien plus rapidement. Moins de vingt ans nous ont suffi pour nous trouver placés devant les mêmes phénomènes. A l'époque des avions et de l'atome, le rythme du déroulement de notre destin est proprement foudroyant.» (1)

Ainsi se développe la vision d'une Europe qui trouvera dans la réconciliation et dans l'union l'esprit et les moyens qui lui permettront en même temps de survivre et de mieux répondre aux besoins et à l'appel des peuples d'outre-mer ci-devant colonisés ou en passe d'accéder à l'indépendance.

J'éprouve à entendre ces deux exposés un choc d'autant plus fort que les thèses avancées le sont avec simplicité, clarté et une maîtrise concrète parfaite des problèmes embrassés. Enfin, le style est dépouillé de toute recherche d'éloquence. On sent que celui qui parle a plus que quiconque vécu ce qu'il évoque et payé de sa personne et d'exemple au point d'être sorti meurtri de la bataille perdue de la Communauté européenne de défense. Non seulement, pour reprendre l'image de Jean Monnet, Robert Schuman a la tête de l'honnête homme qu'il faut pour donner vie au dessein d'union européenne et de solidarité mondiale qui l'habite, mais il est à la fois vraiment un honnête homme et, en plus, un très grand homme d'Etat.

## Une collaboration de près d'un quart de siècle

Evoquant la période du Comité d'Action, Jean Monnet dit l'avoir ressentie comme l'effort le plus tenace de sa vie (2). C'est bien l'impression que nous en eûmes à Lausanne à la fois en prêtant la main à quelques-unes de ses entreprises et en suivant, lorsqu'il venait se reposer en Suisse et marcher dans la nature, sa réflexion intense, cohérente et continue.

### L'Association de gestion administrative du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe

Comme convenu, dès que Jean Monnet crée le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, il me demande de pourvoir à la domiciliation juridique de l'Association de gestion administrative dudit Comité à Lausanne.

(1) Cf. Robert Schuman : «L'Europe et l'Afrique», conférence donnée à Lausanne le 8 mars 1958, p. 4 du manuscrit. Fonds Robert Schuman, Fondation Jean Monnet, Lausanne, Doc. 1/3/26.

(2) Cf. Jean Monnet : *Mémoires*, Fayard, Paris, 1976, p. 488.

Le notaire Marius Blanc se dévoue sans compter. La forme retenue est celle de l'association selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse. Jean Monnet tient à ce que cette association soit inscrite au Registre du commerce. Elle sera soumise à un contrôle fiduciaire strict. Il y avait là de sa part un acte de sagesse dont je n'ai pris conscience que plus tard, et un signe de sa nature profonde. Je me suis alors souvenu de ce que des hommes tels qu'Hervé Alphand et Theodore H. White avaient dit de Jean Monnet à la vue de tant de fonds américains destinés à des fins d'utilité publique en France et en Europe, et qui avaient passé entre ses mains sans qu'un centime ne reste jamais retenu dans ses doigts.

Jean Monnet et moi avions la signature individuelle. Nous assumions la responsabilité de la gestion des biens et des fonds devant les organes de l'association. J'ai été le témoin de cette rigueur si naturelle chez Jean Monnet. Les cotisations ne rentraient pas toujours facilement. Je sais qu'il y a eu des fins de mois difficiles et je me réserve de vérifier un jour l'hypothèse selon laquelle la vente de ce royaume qu'a constitué la Maison Jean-Gabriel Monnet, à Cognac, n'a peut-être pas été totalement étrangère à la nécessité de financer aussi de sa propre monnaie la marche du Comité d'Action.

La profondeur de cet engagement, l'exemple donné, la simplicité du mode de vie, ont suscité en retour et à tous les niveaux l'esprit de service parfois illimité de beaucoup de celles et de ceux qui ont collaboré avec Jean Monnet.

Les hommes du Comité d'Action apprennent avec lui que les clivages qui les séparent en matière de politique intérieure ne les empêchent pas de s'accorder sur la politique extérieure. Il en découle, au bénéfice de l'Europe, un effet de synergie considérable à quoi s'ajoute le climat d'amitié que cette collaboration fait naître au cœur de ce milieu de hauts responsables des partis politiques et des syndicats ouvriers nationaux.

Pour Jean Monnet, c'est l'occasion de donner libre cours à la forme particulière du génie qui l'habite. Il a toujours été passionné par la chose publique, sans pour autant aspirer à exercer lui-même le pouvoir. Ce qui l'intéresse par-dessus tout, c'est de contribuer à la préparation de l'avenir en inspirant aux hommes qui sont aux leviers de commande le souci et la volonté de bien agir, au moment opportun et dans le sens utile. Nombre de problèmes dépassent les frontières et se posent à l'échelle d'un continent, comme d'ailleurs les solutions qu'ils appellent. Cette évolution des problèmes et des perspectives de leur trouver une solution lui fournit l'opportunité de se consacrer entièrement au domaine où il excelle: aider les hommes à



travailler ensemble, leur apprendre que, par-delà les frontières nationales et au-dessus de leurs divergences, leur vision, leur réflexion et leur action convergent vers un intérêt commun.

Les deux phases de la réflexion et de l'action s'articulent avec une maîtrise et une détermination dont je ne connais pas d'équivalent. Pour formuler le diagnostic, Jean Monnet mobilise toutes les ressources de l'intelligence, la sienne et celle des autres. Des textes sont rédigés jusqu'à ce que, au fil de nombreuses versions successives, la pensée parvienne au cœur des problèmes, là où, dit Jean Monnet, tout devient simple. Ce travail d'écriture, c'est-à-dire de rassemblement, de clarification et de simplification a joué un rôle capital dans chacune des entreprises conduites. Puis, dès que le diagnostic a trouvé sa juste formulation, dès le moment propice venu, l'action est déclenchée. Elle touche à tous les niveaux les hommes qui disposent du pouvoir de faire ce qu'il faut. L'engagement de Jean Monnet et de ses collaborateurs ne connaît alors plus de limites. Il s'élargit à l'extraordinaire réseau de personnes que Jean Monnet a constitué au fil d'une vie, dans l'Ancien Monde et dans le Nouveau. Naturellement, des obstacles se dressent sur le chemin. Ils font aussi partie du paysage. La mesure en est prise et la réflexion et l'action sont orientées en conséquence.

Afin d'inscrire celles-ci dans la durée, une institution leur sert s'il y a lieu d'arrimage qui reliera le passé, le présent et l'avenir. Nous touchons là à un facteur, le temps, dont Jean Monnet a le sens le plus profond, celui qui lui vient à la fois de ses racines charentaises et vigneronnes et des expériences vécues dans deux guerres et dans la reconstruction de la France et de l'Europe. Il sait le temps qu'il faut pour que se dissipent dans l'esprit des hommes et des peuples les illusions liées à des réalités mortes. Dans certains cas, un quart de siècle n'est pas de trop, pense-t-il. Il sait aussi le temps et l'effort qui seront nécessaires pour imaginer une idée féconde et pour la transformer en une réalité vivante. Aussi, suivant les circonstances, peut-il tour à tour agir avec une vigueur et une rapidité extrêmes ou faire preuve d'une extraordinaire capacité d'attendre.

Un tel état d'esprit, entretenu chaque jour, donne évidemment beaucoup de signification à ce qu'il fait et à ce que font ceux qui participent avec lui à l'entreprise commune. Lorsque Jean Monnet était allé avec Bernard Clappier à Bonn, le 23 mai 1950, s'entretenir du Plan Schuman avec Konrad Adenauer, le Chancelier lui avait dit que la réussite de cette entreprise donnerait un sens à sa vie. Ils furent nombreux ceux qui pensèrent alors comme lui et qui, rejoignant plus tard Jean Monnet dans son Comité d'Action, allaient à leur tour puiser dans cet état d'esprit la force de remettre l'Europe en marche après l'accident de la Communauté européenne de défense.

Mais il y a davantage encore. Il y a la joie de chacun d'être associé au travail d'un artiste qui pétrit la glaise de l'histoire d'où naîtra un continent nouveau.

A la place qui était la mienne, et qui était modeste, mais marquée par la confiance et par l'amitié de Jean Monnet, j'eus aussi l'occasion d'observer un autre de ses traits de caractère: la concentration de son attention et de sa volonté sur ce qui reste à faire.

## Le Centre de documentation

Parallèlement à l'Association de gestion du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe et selon les mêmes modalités, Jean Monnet crée le Centre de documentation. Il doit être une sorte de chambre de réflexion pour le Comité d'Action.

En juillet 1957, j'avais pris sur moi d'aller écouter à Paris les débats de ratification des Traités de Rome à l'Assemblée nationale. Ce fut une expérience passionnante. Sitôt le vote acquis, je rentrai à Epalinges afin de poursuivre la procédure d'inscription du Centre de documentation au Registre du commerce de Lausanne. Cinq minutes après mon retour, le téléphone sonne. Jean Monnet est en ligne. Il a la voix brève des jours d'action intense. Je crois bien faire en lui disant: «Alors, vous êtes content, Monsieur le Président?» J'entends encore sa réponse: «Ne nous attardons pas sur le passé, pensons à l'avenir. A quoi en êtes-vous dans vos démarches?»

Jean Monnet évoque dans ses *Mémoires* le parti que le Comité d'Action et lui-même ont tiré des études élaborées tant par le Centre de documentation, où œuvre François Duchêne, que par le Centre de recherches européennes de Lausanne «pour éclairer sa marche à travers les foisonnements de la technique» (1).

## Le Centre de recherches européennes

En 1956, la Ford Foundation, à New York, avait offert à Jean Monnet \$25 000.— pour contribuer au financement de son action. Il avait refusé mais il avait recommandé à la Fondation de me donner cet argent. J'allais être appelé comme professeur à l'Université de Lausanne où le Conseil

(1) *Op. cit.*, pp. 535 et 536.

d'Etat du Canton de Vaud avait, sur recommandation du professeur Jules Chuard, directeur de l'Ecole des HEC, et à l'initiative du professeur Firmin Oulès, décidé de créer à mon intention une chaire d'intégration européenne. Ce fut le début d'une autre aventure.

La Fondation Ford me fait savoir, par l'intermédiaire de Monsieur Shepard Stone, qu'elle est prête à procéder au don précité mais qu'il doit passer par l'Université. Celle-ci est d'accord.

Mais le recteur de l'époque, le professeur de théologie Edmond Grin, et le chef du Département de l'instruction publique et des cultes, le Conseiller d'Etat Pierre Oguey, hommes d'une grande sagesse, me disent que le Centre de recherches européennes que je songe à créer devra l'être hors de l'Université pour diverses raisons et d'abord parce que, au terme de l'appui accordé par la Fondation Ford, qui interviendra dans un délai rapide, ni l'Etat ni l'Université ne pourront ni ne voudront prendre le relais.

Jean-Paul Gonvers et Charles Iffland se joignent à moi. Sans attendre, nous jetons à l'eau et le Centre est créé et inauguré dans les locaux mis à notre disposition par la Gendarmerie vaudoise, au 18 de la rue Cité-Derrière, à Lausanne, pour un loyer de Fr. 40.— par mois. En hiver, nous nous chauffons avec un poêle à bois. Tel a été le commencement du Centre de recherches européennes. Il est devenu un petit esquif porteur d'une belle aventure qui a bénéficié de l'appui fidèle de la Ville de Lausanne.

Lorsque, en 1957, j'ai soumis à Jean Monnet l'idée de créer une collection de cahiers rouges, sa réponse a été: «Pour cela, il faut du souffle afin que cette action s'inscrive dans la durée. Si vous estimez pouvoir le faire, allez-y.» Ce souffle est venu des auteurs et des lecteurs. Jusqu'à maintenant, il n'a jamais manqué. Georges Wicky a marqué l'habillage de nos cahiers de la griffe de son talent.

Publier des livres constitue un problème économique qui n'est pas mince et qui, pour le Centre, s'est accru avec le temps au fur et à mesure que grandissait le coût de l'impression et qu'explorait celui des taxes postales. Une solution s'imposait donc: créer autour du Centre un cercle de lecteurs fidèles.

J'ai donné des centaines de conférences au terme desquelles j'invitais les personnes qui se sentaient concernées par le sujet traité à continuer à nourrir leur intérêt en s'abonnant à nos publications. Je suis ainsi devenu et suis resté un commis voyageur de l'Europe, image peu flatteuse dans certains milieux, mais qui enchantait Jean Monnet.

Les abonnés lecteurs seront aussi bien les étudiants dont les cahiers balisent dès lors la formation que des hommes et des femmes qui se recrutent dans toutes les couches de la population, parmi ceux qui s'intéressent à l'Europe: des paysans, des ouvriers, des syndicalistes, des patrons, des indépendants des arts, des métiers et des professions libérales, des industriels, des responsables des affaires publiques et privées. Quant aux auteurs, ils forment, autour et à partir de l'équipe du Centre, toute une gamme de personnes qui veulent communiquer quelque chose de leur cru : le résultat d'une recherche ou les fruits d'une expérience.

D'autres jeunes nous ont rejoints. Des recherches ont été entreprises dans divers domaines reliés à l'intégration européenne. Une sorte de pacte tacite existait entre nous. Ces universitaires frais émoulus participaient avec moi pendant un premier temps à une recherche d'équipe, puis le Centre leur donnait le temps de préparer une thèse. Si le sujet et le contenu le méritaient, elle faisait l'objet d'un cahier rouge dont le premier a été édité au début de l'année 1957. A la différence de ce qui se passait dans les institutions de Jean Monnet dont j'assumais la gestion administrative, j'étais indéfiniment responsable aux yeux de la loi.

Au Centre, nous ne savions pas grand-chose ni les uns ni les autres et le désir et la nécessité de faire face avec notre ignorance aux défis qui se sont présentés sur notre chemin nous ont beaucoup stimulés.

Comment les choses se sont-elles passées dans la pratique?

Les jeunes universitaires qui se sont groupés dans le Centre en équipes successives nous rejoignaient de leur plein gré. Il en découlait chez chacun une motivation forte. Une réflexion et des discussions animées nous conduisaient à choisir et à définir un objectif, une méthode et un plan, selon ce que nous avait appris le professeur Oulès. Puis nous partions à la découverte. Lorsque le terrain était déblayé, lorsque l'objectif était éclairé, nous passions à l'épreuve par excellence: la rédaction d'un texte, c'est-à-dire la rédaction de plusieurs projets de textes successifs.

A ce stade, le plaisir d'aller à la découverte du sujet empoigné, de son environnement et du monde amenait chacun de nous à se confronter par l'écriture très vite à soi-même. Personne parmi nous n'a jamais oublié ce double apprentissage d'autant plus exigeant que, lorsque le travail d'équipe était sous toit, l'élaboration individuelle de la thèse pouvait commencer. Nous avons appris, souvent dans la douleur, combien Ernst Jünger a exprimé la vérité lorsqu'il a dit de l'écriture qu'«elle porte en soi la force dont l'architecte fait des palais, avec laquelle le juge pèse la moindre nuance

de justice ou d'injustice ou qui permet au malade en pleine crise de retrouver le portail de la vie. Prendre la plume, c'est donc une audace suprême qui exige un examen et une réflexion plus aigus que ceux avec lesquels on mène des régiments au combat.»

Ces jeunes qui se formaient en même temps que moi dans ces équipes allaient être propulsés par la vie vers l'avenir et nombre d'entre eux allaient être appelés à former à leur tour d'autres jeunes. En fait, le Centre est devenu une pépinière de professeurs pour diverses universités.

En quoi a consisté le travail des petites équipes qui se sont succédé au Centre de recherches européennes?

A observer et à étudier notamment trois expériences majeures: le Canton de Vaud, la Confédération suisse et l'Europe qui sont des corps vivants. Ils ont une âme et une personnalité. Ils sont aussi appelés à persister dans leur être pour conserver ou affirmer leur identité et à s'adapter aux impératifs de l'évolution. Cantons en Suisse, nations en Europe, ils ont une responsabilité commune qui est de permettre aux personnes dont ils ont la charge d'accéder aux valeurs de civilisation universelles. Ils portent le sceau de différences importantes touchant à leur origine, à leur géographie, à leur histoire, à leurs structures, à la langue, à la sensibilité, au degré de leur développement, etc. Lorsque les cantons suisses et les nations européennes doivent s'unir pour survivre, l'effort simultané d'enracinement et d'ouverture devient vital. Le plus grand privilège qui ait échu au Centre de recherches européennes est d'avoir été amené à consacrer l'essentiel de son intérêt et de ses forces à l'étude de ces expériences.

Chacun de ces organismes vivants doit s'adapter aux nécessités de l'évolution. Dans le cas du Canton de Vaud, qui a constitué une patrie avant même que la Confédération ne fût créée, il s'agit de voir comment ce pays complet, riche en champs et en vignes, situé au cœur géographique de l'Europe, va à partir de 1803 prendre sa place, trouver son rythme de développement, dans un ensemble politique et économique déjà doté de pôles de décision et de centres de gravité industriels et bancaires bien constitués et se donner les moyens de son originalité.

En créant la Confédération, les cantons se sont dotés d'une patrie stratégique qui peut avoir valeur d'exemple. Elle a appris à faire vivre ensemble des cantons très différents entre eux, qui ont développé en son sein ce que Me Regamey et ses amis ont appelé «un fédéralisme différencié», dont l'expérience pourrait bien servir un jour aux Européens s'ils entendent faire progresser leur propre entreprise. Les Confédérés ont agi sous l'emprise de la nécessité qu'ils ont appelée malice des temps.

Déjà la première équipe du Centre, formée de Jean-Paul Gonvers, de Charles Iffland et de moi-même, avait publié en 1962 sous forme de cahier rouge *Le Canton de Vaud à la croisée des chemins*. De 1970 à 1981, une autre équipe, au sein de laquelle œuvrèrent Martin Nathusius et Patrick Piffaretti, allait à l'initiative de Bertil Galland contribuer à la parution de trois tomes de *VEncyclopédie illustrée du Pays de Vaud* et du livre consacré aux *Portraits de 250 entreprises vaudoises*, ouvrages qui éclairent le destin d'un canton, de ses entreprises et de la Confédération à la lumière de *La Grande Mutation*, européenne aussi bien que mondiale (1).

De tout temps, Jean Monnet a cherché le contact avec la nature dans les montagnes et la campagne suisses qu'il aimait. Il a aussi porté le plus grand intérêt à la Confédération et à son histoire. A une certaine époque, Martin Nathusius et moi devions étudier cette histoire pour lui en faire des synthèses verbales et répondre à ses questions. Il est arrivé que l'entretien s'étende sur une journée et une soirée d'affilée. L'expérience suisse a également été évoquée par Georges-André Chevallaz, François Cardis et moi-même dans un cahier rouge consacré à l'étude comparée de la Fédération des Etats-Unis, de la Confédération suisse, de la Fédération allemande et des Communautés européennes. Ce cahier a été conçu et réalisé pour le Comité d'Action de Jean Monnet et, à travers lui, pour le Conseil des ministres des Affaires étrangères des Communautés européennes.

La publication de ces recherches a parfois fait apparaître la tension qui régnait en Suisse entre les personnes, peu nombreuses, qui croyaient que Jean Monnet et ses compagnons avaient labouré et semé pour l'avenir et toutes celles qui pensaient qu'ils avaient chevauché des nuées qui ne tarderaient pas à se dissiper au contact des réalités.

Ma position sur les rapports entre la Suisse et la Communauté européenne a été claire dès le départ et n'a pas varié. J'ai dès le Plan Schuman souhaité l'adhésion de la Suisse à la Communauté, sous réserve d'une clause reconnaissant la neutralité et la défense qui la garantit. Je ne pense pas autrement aujourd'hui, mais je crois qu'il faudra encore du temps pour que ce type de rencontre s'opère entre une Suisse qui va affirmer de plus en plus sa solidarité avec l'Europe qui s'unit et une Communauté européenne à qui l'expérience et sa propre évolution apprennent progressivement combien comptent les vertus vivantes du «fédéralisme différencié».

(1) *La Grande Mutation* est le titre de deux tomes de *VEncyclopédie illustrée du Pays de Vaud*. Paul Rossel a été le patron de l'un des deux volumes. Jean Monnet a trouvé une juste place dans cette collection et dans le cœur de nombreux Vaudois.

A ce propos, il y a dans l'interview que Jean Monnet a accordée à André Fontaine sous le titre «Seuls les Etats-Unis d'Europe permettront de stabiliser les rapports Est-Ouest», publiée dans *Le Monde* du 16 juin 1955, une partie qui vaut d'être rappelée. C'est celle dans laquelle Jean Monnet donne aux forces vives qu'il rassemble l'objectif de réaliser à l'échelle d'un continent ce que la Confédération suisse a réussi à la sienne: créer une communauté solidaire dans laquelle le lien fédéral permet aux composantes diverses, aux cantons, de relever les défis extérieurs et d'accomplir les réformes intérieures afin de mieux sauvegarder leur identité. Jamais, à aucun moment, Jean Monnet n'a cherché à exercer quelque influence que ce soit sur nos convictions et positions de citoyens suisses. Il pensait que les Confédérés ne feraient mouvement que lorsqu'ils en ressentiraient la nécessité.

A l'avis précité de Markus Feldmann s'en sont ajoutés plus tard d'autres qui n'ont pas cessé de rester une préoccupation pour moi. Le professeur William Rappard craignait que l'intégration de l'Europe ne conduisît à l'affaiblissement du lien fédéral, voire à l'éclatement de la Confédération désormais privée du ciment lié à la menace extérieure. Pour Hans Schaffner, la Suisse est une «Eidgenossenschaft», c'est-à-dire une Confédération issue d'un pacte juré et de la volonté des cantons qui la composent. Pourrait-elle dès lors sans risque majeur pour son identité et pour sa cohésion interne adhérer à un ensemble européen intégré? Nombre d'interlocuteurs ont exprimé la peur de voir la Suisse se banaliser et sacrifier une partie de sa complexité créatrice en rejoignant la Communauté. Tous ont ainsi fixé sur notre route des points de repère qui méritent une attention vigilante.

Nos recherches ont permis d'éclairer le mouvement de ces forces profondes que Charles Ferdinand Ramuz a évoquées dans *Besoin de grandeur* lorsqu'il écrit: «Il y a une réalité historique, il y a une réalité géographique, les peuples ont toujours tenté de les faire coïncider, sans jamais guère y réussir.» Personne mieux que Jean Monnet n'a reconnu la nécessité de maîtriser le mouvement qui vient à travers les peuples du fond du temps et de leur géographie et d'y ajouter l'action volontariste des bâtisseurs saisissant l'occasion d'agir sous l'emprise des pressions extérieures et des exigences de la réforme intérieure. C'est dans cette perspective qu'à plusieurs reprises et dans divers travaux ont été abordés, soit au niveau du Comité d'Action, soit à celui des recherches du Centre et des cahiers rouges, les problèmes liés à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté, à l'ouverture de celle-ci vers la Méditerranée, vers l'Europe centrale et orientale, au partenariat dans l'égalité avec l'Amérique du Nord et à la coopération pacifique avec l'Union soviétique.

Jean Monnet avait vite aperçu que la maîtrise en Europe des foyers de conflit commencée à partir des bassins charbonniers et sidérurgiques devait être suivie sans délai par la pleine participation de tout le continent à une autre révolution d'une portée immense dont il avait observé l'accélération aux Etats-Unis pendant la guerre: la révolution de l'intelligence et de la science. La nécessité de substituer dès 1955 aux incertitudes d'un approvisionnement pétrolier rendu aléatoire par l'évolution du Proche- et du Moyen-Orient une source d'énergie alternative fondée sur les progrès du savoir et du savoir-faire technologique et industriel avait très tôt, c'est-à-dire bien avant la crise de Suez, amené Jean Monnet et ses amis à reconnaître que l'Europe détenait dans la matière grise son gisement le plus prometteur et qu'une mise en valeur méthodique et déterminée de celui-ci pouvait à terme faire du Vieux Monde, contrairement aux apparences, le continent par excellence de l'avenir.

Réconcilier et unir les Européens, bâtir une Europe communautaire et pluraliste, faire de celle-ci un ensemble solidaire bénéficiant du développement en son sein de centres d'excellence aussi nombreux que possible capables de susciter partout une résonance forte entre le savoir, le savoir-faire et le savoir-vivre, voilà, sur une terre féconde nourrie par un terreau culturel immense, un dessein à hauteur de siècle pour toutes les forces vives d'Europe et pour tous les Européens. Voilà aussi un levier qui permettra un jour de rapprocher et de rassembler les deux parties du continent.

Aux forces limitées du Centre de recherches européennes se sont jointes, chaque fois que cela fut nécessaire, les compétences exceptionnelles puisées dans le réseau d'intelligence constitué autour de Jean Monnet et dont Pascal Fontaine, dans sa thèse de doctorat, que nous avons publiée sous le titre *Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet* (1), a dit l'étendue, la richesse intellectuelle, la vitalité et la disponibilité.

Ainsi nos étudiants ont-ils pu bénéficier d'un accès quasi direct à ces sources de l'histoire en train de se faire. Beaucoup en ont tiré parti et ont constitué à leur tour, au fur et à mesure qu'ils allaient à la découverte du monde, un réseau d'intelligence et d'expérience d'une grande valeur qui a contribué à renouveler notre information sur l'évolution géopolitique. En outre, certains étudiants, engagés dans les affaires publiques ou privées, n'ont pas tardé à rencontrer dans l'exercice de leurs propres responsabilités l'univers qu'ils avaient exploré sur les bancs de l'Université. A leur tour, ils nous ont enrichis de leurs observations.

Pourquoi les rencontres et la collaboration avec Jean Monnet qui se sont étendues sur plus de deux décennies ont-elles revêtu une telle qualité?

(1) Centre de recherches européennes. Lausanne, 1974.



Certes, il y a eu les missions et les services accomplis avec efficacité, si possible, mais cela allait de soi. Une amitié en est née. Elle a significé beaucoup. Mais il y a eu encore autre chose. Dans sa manière de penser et d'agir, au cœur des personnes qui formaient à l'Ouest le cercle magique du pouvoir et à distance de celui-ci, Jean Monnet, qui a toujours embrassé d'un seul regard et l'Europe et le monde, était un maître insurpassé de la géopolitique apprise et pratiquée sur le terrain. Or, peu à peu, c'est elle qui a sous-tendu la plupart des recherches du Centre et des publications des cahiers rouges et a constitué le fil conducteur qui leur a donné à la longue une cohérence et une unité. Progressivement, nos rencontres ont donc été marquées par un échange permanent sur l'union de l'Europe et sur la mutation de l'équilibre mondial. Comme d'autres collaborateurs, j'éprouvais pour ce sujet le même intérêt passionné, éveillé dès ma jeunesse par l'enseignement reçu et par la lecture. Toute rencontre qui en a été nourrie a été dès lors pour moi et pour le Centre de recherches européennes la source de formation la plus forte, la plus stimulante et la plus sûre jamais rencontrée sur notre chemin. La source aussi d'un plaisir partagé avec ce personnage qui revêtait déjà à nos yeux une dimension mythique et dont, après quelques phrases, nous oublions qui il était pour avoir devant nous un homme d'allure très simple, au regard malicieux, qui s'appelait Jean Monnet. Mais sous-jacent à l'exercice géopolitique, il y avait quelque chose qui le dépassait, qui lui donnait son sens et qui aimantait l'aiguille de la boussole: une certaine conception de l'homme, de la personne, de sa condition et de son destin. Chaque fois se renouvelait l'expérience d'élévation ressentie avec lui dès le premier contact en 1955. Nous nous trouvions amenés par ses questions à aller droit à l'essentiel et appelés par l'attention qu'il portait à l'interlocuteur et à ses réponses à donner le meilleur de nous-mêmes. Son épouse a participé à beaucoup de ces rencontres et les a marquées par la lucidité du regard porté sur les gens, qu'elle tenait de la maîtrise de la peinture, et par la sincérité de ses jugements et de ses propos qui lui venait de l'expérience de la vie et qu'agrémentaient son charme et une vivacité toute italienne. La force d'intuition de ces deux êtres était à la hauteur de leur intelligence et elle se manifestait d'une manière complémentaire.

Ce fut un grand privilège pour les équipes du Centre de recherches européennes et pour nombre d'auteurs des cahiers rouges de pouvoir suivre l'évolution de cet effort permanent de réflexion mis au service de la création continue que constitue l'union de l'Europe et d'observer, dans son champ d'application concrète, comment une méthode d'action, animant des personnes et le tissu vivant formé par des réseaux de relations personnelles, pouvait se révéler si féconde et aller de pair avec la création d'institutions *ad hoc*. Cette manière de voir n'a sans doute pas été étrangère à l'import-

tance qu'ont prise dans les cahiers rouges les portraits des bâtisseurs et des acteurs et l'évocation des milieux de réflexion et d'action.

Dans l'intervalle et parallèlement, Jean Monnet avait créé deux instituts dont la caractéristique principale allait être moins de s'inscrire dans la durée que de jouer un rôle de tremplin pour deux entreprises: amener le monde universitaire à étudier le processus de l'union de l'Europe et bâtir une mémoire qui permette d'en éclairer les circonstances et d'en élaborer la méthode.

## L'Institut de la Communauté européenne pour les études universitaires

Le 29 avril 1958 est constituée à Lausanne selon le modèle habituel l'Association de l'Institut de la Communauté européenne pour les études universitaires.

La liste des membres souligne l'importance du lien qui s'établit entre cette association privée et les institutions communautaires:

Louis Armand, Président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique, Bruxelles; Pietro Campilli, Président de la Banque européenne d'investissements, Luxembourg; Paul Pinet, Président de la Haute Autorité de la CECA, Luxembourg; Walter Hallstein, Président de la Commission de la Communauté économique européenne, Bruxelles; Etienne Hirsch, Commissaire général au Plan de modernisation et d'équipement, Paris; Max Kohnstamm, Conseiller de la Haute Autorité de la CECA, Luxembourg, et Jean Monnet, Président du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, Paris.

Jean Monnet en est le président, Max Kohnstamm le secrétaire général et j'assume la charge de secrétaire administratif. Le 12 février 1959, Max Kohnstamm sera appelé à la présidence.

Le programme consiste à établir les contacts nécessaires pour arriver à la création d'un certain nombre de chaires universitaires et d'instituts de recherches destinés à favoriser l'étude des problèmes économiques, juridiques, sociaux et autres soulevés par l'intégration européenne.

Ainsi démarre un effort qui débouchera bientôt sur le projet de création d'une Université européenne et qui donnera naissance à Plorence à l'Institut universitaire européen dont Max Kohnstamm deviendra le premier président.

## L'Institut de recherches historiques européennes

Jean Monnet crée à Lausanne, le 3 juin 1963, l'Institut de recherches historiques européennes qui a pour but de «réunir des archives sur les circonstances et les méthodes de l'unification européenne et de les élaborer». Ses archives personnelles constituent le cœur de l'entreprise qu'il préside. J'en suis le secrétaire administratif. Les autres membres sont Max Kohnstamm et Jacques van Helmont.

La Ford Foundation alloue \$50000.— à cet institut. Avec ces moyens, Jean Monnet passe un accord avec le professeur Jean-Baptiste Duroselle. Celui-ci va recruter des agrégés et des étudiants pour préparer des études à partir des archives sur les principales périodes d'activité de Jean Monnet (1). Ces études serviront un jour de base à l'élaboration de ses *Mémoires*.

Le 15 juillet 1965, Jean Monnet me prie de prendre sa place à la présidence de l'Institut de recherches historiques européennes. Son épouse entre au Conseil et Eric Westphal me succède dans la charge de secrétaire administratif.

Sous l'égide de l'Institut, qui deviendra une pépinière de professeurs et de formateurs, on assiste au démarrage de recherches historiques en profondeur. Les travaux constitueront un enrichissement considérable pour les archives en attendant que Jean Monnet puisse trouver le temps de s'atteler lui-même à la rédaction de ses propres *Mémoires*.

Aux initiatives de Jean Monnet visant à fixer à Lausanne le siège des organisations précitées ont répondu les qualités d'accueil et de service et la compétence des instances vaudoises et fédérales ainsi que des personnes concernées. Cet état d'esprit des Confédérés a touché le bâtisseur de l'Europe communautaire.

Epalinges a abrité le secrétariat de toutes les associations créées en Suisse par Jean Monnet. Lui et son épouse ont beaucoup aimé l'étape de la route

(1) André Kaspis : «Le Comité français de Libération nationale et l'unité française. Le rôle de Jean Monnet, de mars à octobre 1943»; Jean Vergeot : «Mémoire sur le premier Plan de modernisation et d'équipement (1946-1952)»; Pierre Gerbet : «Jean Monnet et le Plan Schuman»; Eric Westphal : «Cinq interviews de personnalités qui ont joué un rôle aux côtés de Jean Monnet à la Haute Autorité de la CECA à Luxembourg (1952-1955)»; Henri Burgelin : «C.E.D. Genèse, évolution, échec»; Richard Maigne : «La Grande-Bretagne et l'Europe», en anglais; Leslie Maignat : «L'unité politique et ses dimensions. Jadis, hier et aujourd'hui»; Nicole Pietri : «Le rôle de Jean Monnet au Secrétariat de la Société des Nations»; John Haight : «Jean Monnet et l'ouverture de l'arsenal américain», en anglais; Pascal Fontaine : «Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet».

du Village, l'accueil qui leur était réservé par ma femme, sa personnalité, sa cuisine, le jardin avec la vue sur le lac, parfois jusqu'au jet d'eau de Genève, et sur les montagnes des Alpes et du Jura, les conversations en plein air, autour de la table ou au coin du feu, l'amitié manifestée par la famille Rieben, par Martin Nathusius et par Georges Wicky.

Entre-temps, l'aventure du Centre de recherches européennes et des autres instituts avait été nourrie et stimulée par plusieurs événements.

## Quelques rencontres et quelques expériences vécues le long du sentier

Au début de 1957, le Centre de recherches européennes a édité *Euratom*, premier-né de la collection des cahiers rouges. Il ouvre une piste de recherche qui éclaire les rapports entre l'énergie, la matière grise et l'Europe et soutient la thèse que, puisque la matière grise est la matière première par excellence de l'avenir, le développement de ce gisement, abondant dans le Vieux Monde, contribuera à faire de celui-ci un continent d'avenir. Le contenu de ce cahier frappe Jean Monnet. Le Comité d'Action en commande un certain nombre d'exemplaires. C'est ainsi que Paul Reynaud est aussi amené à lire cette publication. Elle a dû l'intéresser puisque, un jour, Jean Monnet me prie, à sa demande, de me mettre à sa disposition, pour en discuter et pour répondre à ses questions. Je passe un samedi après-midi avec lui au Palais Bourbon, dans son bureau de président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale. L'entretien dure plus de quatre heures. Il est vif et il présente pour moi une grande signification. En effet, en reconnaissance pour ce que je lui apporte, Paul Reynaud me raconte la mission qu'il a accomplie, peu de temps auparavant, à Moscou et l'échange qu'il a eu, au Kremlin, avec Nikita Khrouchtchev au sujet de l'affaire de Suez et du risque de guerre et d'asservissement de l'Europe occidentale lié à l'éventualité de l'interruption de son approvisionnement en pétrole en provenance du Moyen-Orient. Cet entretien avec le maître du Kremlin avait été long, saisissant, dramatique. La relation que m'en donne Paul Reynaud souligne la puissance prophétique des propos que Jean Monnet m'avait tenus deux ans plus tôt, en mai 1955, au Luxembourg, chez lui, au Bricherhof, sur ce qui n'était encore dans son esprit qu'une hypothèse géopolitique et qui était devenu dans l'intervalle une réalité mettant en cause le destin de l'Europe et l'équilibre du monde.

J'aurai bientôt l'occasion de remettre en perspective ces défis et la réponse que l'Europe leur avait apportée avec la signature des Traités de Rome, à fin mars 1957, en écoutant Robert Schuman évoquer un an plus tard à

Lausanne dans sa conférence sur *L'Europe et l'Afrique* le rythme devenu proprement foudroyant du déroulement de notre destin à cause de l'accélération de l'histoire et l'une de ses conséquences majeures: la vague de la décolonisation qui, partie de l'Inde dix ans plus tôt, a déferlé sur l'Indochine et, franchissant Suez, gagne maintenant l'Afrique du Nord.

Un peu plus tard je serai amené, toujours à l'initiative de Jean Monnet, à dialoguer sur le même sujet de l'énergie, de la matière grise et de l'Europe, c'est-à-dire du renouvellement que la science et la technologie sont en train d'apporter au développement, avec le Président René Pleven. La monnaie de retour est fabuleuse puisqu'elle consiste dans l'évocation circonstanciée du projet d'union immédiate de l'Angleterre et de la France, en 1940, projet dont Jean Monnet a été, là aussi, l'un des inventeurs prophétiques, assisté par René Pleven précisément et par Robert Vansittart, Secrétaire général du *Foreign Office*, tandis que Winston Churchill, Paul Reynaud et le Général de Gaulle joignaient vainement leurs efforts aux leurs afin de permettre à la France de faire face à la tragédie de son effondrement militaire sur sol métropolitain.

Le 5 novembre 1959, Jean Monnet prononce une allocution à l'Assemblée générale des Syndicats libres des pays membres de la Communauté européenne (CISL) réunis à Luxembourg. Il saisit cette occasion pour donner le maximum de résonance à la thèse précitée relative à la matière grise et à l'Europe. Il déclare notamment: «Il y a un fait fondamental que nous devons constater: avec la nouvelle révolution industrielle et scientifique dans laquelle le monde s'engage, les facteurs humains (génie inventif, ingéniosité technique) vont jouer le rôle prépondérant qui était celui des ressources naturelles au siècle précédent. Dans la compétition pacifique de caractère économique qui s'ouvre entre les nations, l'avenir est à celles qui se donneront le système scolaire le plus complet, à celles qui tireront le meilleur parti de l'intelligence de leur jeunesse, de toute leur jeunesse!» (1) Jean Monnet dégage les conséquences pratiques de cette révolution pour l'enseignement, pour l'éducation, pour la recherche scientifique et technique et pour la culture.

En 1959, j'ai été appelé à arbitrer un conflit social au Grand-Duché de Luxembourg. L'estime et la confiance qui liaient l'un à l'autre Jean Monnet et le Premier ministre Pierre Werner n'ont peut-être pas été étrangères à ce

(1) Cf. Jacques -F. Poo s et Henri Rie b e n : *Jean Monnet et le Luxembourg dans la construction de l'Europe*, Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne, 1989, pp. 95 à 105.

choix. Une expérience et une dimension nouvelles sont ainsi venues élargir notre approche européenne (1).

Des rencontres avec les ouvriers sidérurgistes et leurs syndicats, avec les industriels, avec les hommes d'Etat, avec une nation, il est résulté un attachement qui n'a pas cessé de croître. Sis au cœur de l'Europe rhénane, bordé par la France, par l'Allemagne et par la Belgique, vivant en osmose avec le continent et tourné vers le grand large, ce pays, qui a la taille d'un canton suisse de dimension moyenne, a produit les dirigeants, publics et privés, dont il avait besoin pour lui-même mais aussi pour contribuer d'une façon significative au progrès de la construction de l'Europe. Le Luxembourg est ainsi devenu pour le Centre de recherches européennes un laboratoire vivant d'intégration économique, sociale et politique (2).

Durant des mois, en 1959, j'ai beaucoup parlé avec les ouvriers des mines et des forges et j'ai pu mesurer la place que quelques personnes avaient prise dans le cœur du peuple: sa Souveraine, parce que la Grande-Duchesse Charlotte de Luxembourg était au milieu de lui, notamment lorsqu'elle faisait, chaque semaine, son marché; Emile Mayrisch, mort pourtant trente et un ans plus tôt, parce que ce patron, que sa surdité aurait pu condamner à l'isolement, recherchait le contact avec les ouvriers de l'ARBED dont il connaissait un grand nombre par leur nom et leurs familles et avec les paysans parce qu'il consacrait ses loisirs aux travaux de la ferme et des champs; Robert Schuman, parce qu'il a tellement contribué à la naissance de l'union de l'Europe que cette genèse porte son nom et que, enfant du Pays, il y avait fait ses premières classes, parlant de surcroît le luxembourgeois comme langue maternelle, et Jean Monnet, parce que cet homme qui marchait dans la campagne pour y réfléchir à son dessein européen, payait de sa personne et de sa propre monnaie pour le faire avancer au point que, dans les années où il était au Luxembourg, les lumières de son bureau et de beaucoup de bureaux du siège de la Haute Autorité, dans le bâtiment des Chemins de fer, à la place de Metz, restaient allumées une bonne partie de la nuit. Une cinquième figure rejoignait ces quatre personnages dans le cœur de mes interlocuteurs. Il s'agissait de Joseph Bech.

(1) Henri Rieben: «Un arbitrage social au Grand-Duché de Luxembourg» in Jacques F. Poos et Henri Rieben: *Op. cit.*, pp. 107 à 125.

(2) Cf. Henri Rieben: *Des ententes de maîtres de forges au Plan Schuman*, *op. cit.*; Jacques F. Poos: *Le Luxembourg dans le Marché commun*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1961; Jean Schumberger et Robert Meyer: *Emile Mayrisch, précurseur de la construction de l'Europe*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1967; Jacques F. Poos: *Crise économique et petites nations*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1978; Jacques F. Poos et Henri Rieben: *Op. cit.*

Après avoir choisi de ne pas participer à la relance européenne qui aboutira le 25 mars 1957 à la signature des Traités de Rome, les Britanniques ont décidé d'envelopper le Marché commun d'une Grande Zone de libre-échange. Les Suisses et les Suédois, notamment, les rejoignent. Un serviteur éminent de la Confédération, qui deviendra conseiller fédéral en 1961, Hans Schaffner, et son équipe de la Division du commerce au Département de l'économie publique, à Berne, sont partis en croisade afin de prévenir le risque de voir l'Europe occidentale se partager en deux. Leur voix éloquente retentit partout. Robert Marjolin, ancien collaborateur de Jean Monnet et bâtisseur de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), se souvenait bien de ces interventions et de l'ardeur helvétique déployée en l'occurrence. Le débat qui s'est alors élevé en Europe a été vif et passionné. Par la bouche de Jacques Soustelle, le Général de Gaulle, à la surprise de presque tout le monde, le tranche, le 14 novembre 1958, en opposant dans l'enceinte du Château de la Muette, à Paris, siège de l'OECE, un veto pur et simple au projet de création d'une Grande Zone de libre-échange.

Ainsi pris à revers par le Général de Gaulle en personne, les pays libre-échangistes précités se rabattent sur un projet plus modeste. A la suite d'une initiative de Hans Schaffner, sept pays décident alors de créer une Association européenne de libre-échange (AELE). Il s'agit de l'Autriche, du Danemark, de la Norvège, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. La Convention fondant cette institution sera signée à Stockholm le 4 janvier 1960.

En vue du débat parlementaire, le groupe socialiste des Chambres me prie en décembre 1959 d'éclairer sa lanterne. Son président, venu m'accueillir à la gare de Berne, m'informe que la décision d'appuyer la politique du Conseil fédéral et d'approuver la signature de la Convention est pratiquement prise. Mon exposé sera d'autant plus vigoureux. Il est suivi avec une attention extrême par un auditoire au sein duquel je reconnais avec plaisir des personnages tels que Walther Bringolf, Pierre Graber, Hans Oprecht, Willy Spühler et Hans Peter Tschudi. L'Europe a besoin de toutes ses forces rassemblées si possible sur un même bateau ou autour de lui et les manœuvres de diversion seront dangereuses et constitueront un gaspillage de temps. Le Royaume-Uni a laissé passer à trois reprises l'occasion de participer de manière directe et positive à la construction de l'Europe, en 1949, en ne donnant pas suite à la proposition de Jean Monnet de faire de l'attelage France - Grande-Bretagne le moteur de l'union du continent, en 1950, en se tenant à l'écart du Plan Schuman, en 1956, en prenant ses distances lors de la relance européenne et de la négociation des Traités de Rome. Ce n'est pas en suscitant une organisation rivale que la Grande-

Bretagne et ses partenaires contribueront à répondre aux nécessités de l'époque. D'ailleurs, l'Angleterre n'hésitera pas à rejoindre la Communauté lorsque la réussite des Six et son propre intérêt le lui commanderont. Cette prise de position ne modifie pas le point de vue de mes interlocuteurs mais suscite au Palais fédéral et à l'extérieur de celui-ci des turbulences intéressantes qui gagnent aussi le Palais de Rumine et l'Ancienne Académie, sièges de l'Université, à Lausanne. Ces tumultes me permettent de prendre la mesure de la sagesse des conseils prodigués deux ans plus tôt par le Conseiller d'Etat Pierre Oguey et par le recteur Edmond Grin à propos du statut à donner au Centre de recherches européennes.

Il est revenu à Jean Monnet d'être l'un des inventeurs et artisans principaux de la mise sur pied du Traité de Paris instituant la CECA en 1951 puis des Traités de Rome instituant en 1957 le Marché commun et Euratom, dont nous avons vu que les Britanniques avaient décidé dans un premier temps de se tenir à l'écart. Dans un deuxième temps, Jean Monnet et le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe vont encore jouer un rôle capital dans l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté. Conscients que l'Europe qui se rassemble a besoin de la Grande-Bretagne, de sa vision et de son expérience du monde, et que celle-ci, en retour, ne retrouvera un rôle et un destin à sa mesure qu'en union étroite avec le continent, Jean Monnet et ses amis parviennent, dans la décennie 1960, contre vents et marées, c'est-à-dire notamment face aux vetos successifs que le Général de Gaulle oppose aux premières demandes d'adhésion des Britanniques, à maintenir entrouverte la porte du rapprochement entre l'Europe continentale et l'Europe de la mer.

Un jour, Jean Monnet m'appelle d'urgence à Paris sans m'indiquer la raison de son invitation pressante. Rendez-vous est pris pour le lundi matin, 17 avril 1961, à 11 heures. En arrivant au 83 de l'avenue Foch, je croise dans le long corridor de l'appartement spacieux qu'Alexandre de Bondini a mis à la disposition de son beau-frère pour lui permettre d'y établir le siège effectif du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe une personnalité américaine importante. Cette rencontre de couloir me confirme dans l'idée que je me fais de l'influence que Jean Monnet exerce sur la conception et sur le déploiement de la politique européenne des Etats-Unis, phénomène dont je découvrirai plus tard la juste formulation sous la plume de son ami George Bail, Secrétaire d'Etat adjoint sous Kennedy (1). Cette influence a été telle qu'elle a pu, à certains moments, donner le sentiment qu'elle

(1) Cf. Michael Charrington : *The Price of Victory*, British Broadcasting Corporation, London. 1983, p. 104.



contrebalançait l'effet des liens spéciaux entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis (1).

«Vous devez savoir, me dit Jean Monnet, que les Britanniques sont désormais déterminés à solliciter leur adhésion à la Communauté et par conséquent à quitter l'Association européenne de libre-échange.» Sous le choc d'une telle nouvelle, je le remercie de sa confiance et lui demande l'autorisation d'en informer le Conseiller fédéral Wahlen, alors en charge des Affaires étrangères de la Confédération suisse. «Mon cher ami, vous êtes un homme libre. Vous faites ce que vous estimez devoir faire», me répond Jean Monnet. J'appelle le Palais fédéral de son bureau. Le chef du Département politique attend ma visite pour le lendemain 18 avril 1961. Dès mon arrivée, je suis introduit auprès de lui. Nous sommes en tête à tête. Monsieur Wahlen me reçoit debout. Sa main gauche, index tendu, appuie sa joue, soulignant la concentration de l'écoute. Le regard est tout à la fois grave et intense. Seule la pâleur du visage sur un corps immobile manifeste l'émotion ressentie par cet homme de bien. Il me remercie et me prie de transmettre sa gratitude à Jean Monnet pour un message auquel il attribue importance et signification. A la fin de l'entrevue, me montrant la tapisserie de Lurçat que Robert Schuman lui avait donnée lors de sa visite officielle à Berne et qui représentait la nature et les créatures, œuvre du Créateur, auquel une même foi profonde unissait les deux hommes d'Etat, il avait conclu: «Quand on partage ces valeurs-là, on doit et on peut avoir confiance.»

Jean Monnet et Friedrich Traugott Wahlen, qui s'étaient rencontrés par hasard dans une auberge de la campagne bernoise où ils avaient marché chacun de son côté, éprouvaient de l'estime l'un pour l'autre. Il en allait de même entre Jean Monnet et Max Petitpierre.

Les événements se précipitent.

Le 30 juillet 1961, Jean Monnet reçoit un émissaire d'Edward Heath, Lord du Sceau privé. Il l'informe que la Grande-Bretagne est sur le point d'annoncer sa demande d'adhésion, ce que le Premier ministre, Harold Macmillan, fera le lendemain devant les Communes. La première demande formelle sera présentée le 9 août 1961 par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Le contenu et la forme de l'échange du 30 juillet sont à la mesure de ce moment historique. Dans ses *Mémoires*, Jean Monnet nous le restitue:

(1) Cf. Alfred Grosser: *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les Etats-Unis depuis la guerre*, en particulier le chapitre «L'Europe de Jean Monnet dans la guerre froide», Arthème Fayard, Paris, 1978, pp. 135 à 167.

«Nous sommes sûrs, disait ce message, que notre décision sera bien accueillie par Monsieur Monnet. Elle a certes été difficile à prendre pour le Gouvernement du Royaume-Uni. Nous sommes très reconnaissants à Monsieur Monnet des efforts qu'il a faits pour nous ouvrir les voies et nous savons que nous pouvons compter sur son aide pour surmonter les nombreuses difficultés qui restent à résoudre. L'émissaire reparti avec la réponse suivante: Je puis vous assurer, comme vous le savez déjà, que je ferai tout mon possible pour faciliter la décision de la Grande-Bretagne d'adhérer à l'entreprise à la fois économique et politique d'unité européenne, et particulièrement pour contribuer à résoudre les difficultés en rapport avec le Marché commun. J'espère quant à moi et je crois qu'il est possible et important que les négociations que vous mentionnez soient conclues rapidement. La plus grande difficulté était de prendre la décision que le Gouvernement anglais a prise.» (1)

Selon le jugement de Jean Rey, le climat des relations entre la Communauté européenne et la Suisse allait rester assez froid, voire carrément froid, jusqu'en 1964.

Le 24 novembre 1961, le professeur Walter Hallstein, Président de la Commission de la Communauté économique européenne, a pensé l'améliorer en venant à Zurich y prononcer une conférence dans laquelle il dit tout à la fois combien la Communauté admire que la Confédération ait réalisé à son échelle ce qu'elle-même entend accomplir à la sienne, combien la Communauté souhaiterait par conséquent trouver les voies et moyens du rapprochement le plus étroit possible, dans les circonstances. Walter Hallstein attire toutefois l'attention de ses auditeurs sur le fait que la réalisation du but suprême de la Communauté, supprimer les guerres entre Européens, ne peut pas ne pas amener les Confédérés à considérer qu'un tel accomplissement ne resterait pas sans influence sur la cause essentielle de la neutralité helvétique et par conséquent sur la conception de celle-ci. Peut-être le propos du président Hallstein avait-il été d'amener les pays neutres de l'AELE dans leurs démarches imminentes à préférer chercher l'adhésion plutôt que l'association à la Communauté. Mais le 15 décembre 1961, la Suisse, par la voix du Conseiller fédéral Wahlen, adressait à la CEE une demande d'ouverture de négociations en vue de l'association, en même temps que l'Autriche et que la Suède, sur la base de l'article 238 du Traité de Rome. La procédure sollicitée par la Suisse ne sera toutefois jamais ouverte.

Heureusement, le Kennedy Round qui se développe dans l'enceinte du GATT, à Genève, de 1964 à 1967, va contribuer à réchauffer et à assainir

(1) Cf. Jean Monnet : *Op. cit.*, p. 533.

l'atmosphère. La Communauté parle alors d'une seule voix, celle de Jean Rey précisément, face à plus de quarante délégations gouvernementales, dont celle des Etats-Unis. Dans cette confrontation internationale mais aussi intercontinentale, il apparaît que les intérêts suisses et communautaires sont souvent convergents. Les négociateurs suisses ont été formés à l'école du Conseiller fédéral Hans Schafifner. Il s'agit d'Albert Weitnauer et de son équipe, dont faisait déjà partie Bénédicte de Tscharnier. La longue négociation tarifaire de Genève amène de plus en plus souvent les experts et les délégués de Berne et de Bruxelles à découvrir l'importance de l'intérêt commun qui lie dans une série de cas concrets la Confédération et la Communauté. Cette expérience va se traduire par leur rapprochement. Jean Rey peut écrire: «C'est le Kennedy Round, où les experts des deux groupes ont eu l'occasion de se rencontrer toutes les semaines pendant trois ans, qui a permis aux uns et aux autres de se mieux comprendre et qui a marqué un tournant décisif dans les relations entre les partenaires.» (1)

Le Kennedy Round fournit à Jean Rey, à ses coéquipiers et à ses collaborateurs, l'occasion de faire une expérience qui va prendre une grande portée. En faisant parler la Communauté d'une seule voix, ils donnent à l'Europe un poids nouveau qui tout de suite apparaît respectable, voire considérable, dans la discussion des affaires du monde. Le Général de Gaulle et Jean Monnet admirent et soutiennent l'action de Jean Rey. Je me souviens qu'au terme de ce marathon épuisant, très tard dans la nuit, j'avais tenu à aller exprimer à l'homme d'Etat belge et européen qu'accompagnait Norbert Kohlhase, au 72 de la rue de Lausanne, à Genève, la reconnaissance amicale de l'homme de la rue pour l'accomplissement qui portera désormais devant l'histoire la marque de Jean Rey.

Un autre progrès capital sera enregistré cinq ans plus tard. Poursuivant sur cette lancée bénéfique, les négociateurs de Berne et de Bruxelles réussissent à mettre sur pied en 1972 un Accord de libre-échange entre la Confédération suisse et les Communautés européennes. Paul Jolies, Pierre Languetin et Bénédicte de Tscharnier se distinguent dans cette entreprise. Cet accord a été ratifié la même année à une belle majorité par le peuple suisse et par les cantons.

Le temps passant, la perspective changeant, l'AELE s'évertuera de son côté à travailler dans l'esprit le plus positif au rapprochement de la Communauté et des autres pays européens.

(1) Cf. Jean Rey : Préface à l'ouvrage de Norbert Kohlhase et d'Henri Schwamm: *La négociation CEE - Suisse dans le Kennedy Round*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1974, p. 12.

Dans l'intervalle, au début de la décennie 1960, Jean Monnet me demande un jour d'organiser à Genève un déjeuner pour les syndicalistes membres du Comité d'Action. Après avoir siégé au Bureau International du Travail, ils ont tenu une réunion avec Jean Monnet. Celui-ci doit prendre un train en début de soirée pour se rendre à Bonn à un rendez-vous fixé pour le lendemain avec le Chancelier Adenauer.

La journée est belle. Le repas de midi peut être pris sous la tonnelle du «Restaurant du Vieux-Bois» de l'Ecole hôtelière de Genève que dirige Eugène Chollet. Autour de la table, il y a les représentants de presque toute l'Europe syndicaliste. Le repas et le service sont soignés. La bonne humeur est générale.

Après le déjeuner, Jean Monnet me propose de louer un taxi et de tenter de retrouver les lieux où il a vécu et travaillé durant les années qu'il a passées à la Société des Nations. Tout a changé, tout sauf le Palais Wilson, la beauté de Genève et de sa rade par cette journée ensoleillée, et la force des souvenirs qui affluent.

Au fil de la promenade en taxi, événements et figures défilent et se fixent dans ma mémoire avec une force chargée de vie: la Première Guerre mondiale, Versailles, la création de la Société des Nations, l'espérance qu'elle a d'abord soulevée, la Sarre, la Haute-Silésie, l'Autriche, Clemenceau, Clémentel, Viviani, Bourgeois, Hoover, Wilson, Balfour, Lloyd George, Benès, Arthur Salter, Sir Eric Drummond, Ludwig Rajchman, un Suisse aussi, Felix Calonder. Enjoué, Jean Monnet me donne une prodigieuse leçon d'histoire.

Mais l'heure du dîner a sonné. Je sais combien Jean Monnet aime l'omble chevalier. Nous allons en déguster à la «Perle du Lac». Le temps se prête à nouveau à un repas sous la tonnelle dans ce cadre superbe. J'avertis le maître d'hôtel qu'il veuille bien nous commander un taxi suffisamment tôt pour nous permettre d'être à l'heure pour le train. A cette époque, Jean Monnet souffrait d'un mal au genou. Il boîtait bas. Le maître d'hôtel l'avait aussi remarqué. Il vient nous avertir qu'il y a grève des taxis. Nous partons à pied dans l'espoir de prendre un tram au carrefour entre la rue de Lausanne et l'avenue de la Paix. Nous attendons vainement. Notre attente se prolonge. Je demande à Jean Monnet de me permettre d'utiliser le dernier moyen disponible: l'auto-stop. «Mon ami, vous faites ce qu'il faut», répond-il. Plusieurs voitures passent, y compris une superbe limousine noire avec chauffeur en livrée au volant. Il nous regarde de haut. La voiture de maître est suivie par une camionnette d'artisan, brinquebalante, qui s'arrête spontanément. «Vous avez un problème?», dit l'homme au

volant. «Venez, je vous emmène à la Gare.» Jean Monnet monte devant à côté du conducteur en bleu de travail. Je grimpe derrière et m'installe à côté de la caisse d'outils. Une conversation animée s'engage entre Jean Monnet et le conducteur, si animée que je dois l'interrompre à la Gare afin de ne pas rater le train. Dans le wagon, Jean Monnet me dit: «Je vous remercie, je vous dois une expérience nouvelle car je n'avais jamais fait d'auto-stop. En outre, ce qui s'est passé, c'est la vie même. Dans la difficulté, on rencontre toujours parmi les gens du peuple quelqu'un pour vous aider.»

A mi-août 1963, le Comité général des Prix de la Fondation internationale Balzan m'avait demandé un rapport sur Jean Monnet. J'avais estimé ne pas pouvoir aller au fond des choses sans le faire avec l'intéressé lui-même et avec son épouse et sans avoir accès à ses archives. Dès lors et jusqu'à mi-novembre 1963, je me suis fréquemment rendu à Paris ou à Houjarray et j'ai découvert la richesse inouïe de l'expérience accumulée dans la mémoire de l'intéressé et dans ses archives. C'est à ce moment que j'ai pris conscience, en étudiant les documents, de la puissance de la vision développée pendant la guerre pour la gagner d'abord, ensuite pour en éteindre les foyers et pour organiser la paix, enfin du souffle, de la vision et de l'action conjuguées après le conflit pour lier la réconciliation et l'union des Européens et l'organisation de la paix, en Europe et dans le monde.

Le Prix Balzan de la Paix fut apporté un jour à Rome à Jean XXIII par le Président du Conseil des Etats de la Confédération suisse, le Vaudois Frédéric Fauquex. Je n'entends plus parler de mon rapport remis à la Fondation Balzan. Il est vrai que celle-ci a connu quelques turbulences. Je décide alors sans consulter personne de tirer de ce rapport la substance d'un cahier rouge qui paraîtra en 1971 sous le titre *Jean Monnet*. Seul le dernier chapitre n'a pas fait l'objet de la collaboration établie à cette occasion avec Jean et Silvia Monnet.

La discussion de la version finale du rapport Balzan avait eu lieu à Houjarray les 8 et 9 novembre 1963. Cette dernière date coïncidait avec le 75<sup>e</sup> anniversaire de Jean Monnet qui allait réunir pour le déjeuner, en plus de la famille, André et Amélie Horrè. Je me rappelle tout l'intérêt des propos que Jean Monnet m'avait tenus durant la promenade du matin dans la campagne boisée des Yvelines. Le Général de Gaulle avait opposé son veto à la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté. Jean Monnet avait vu à Paris le Chancelier Adenauer et lui avait dit: «Vous êtes le seul homme qui puisse persuader de Gaulle de répondre oui à la démarche britannique. Il est vital pour la poursuite de la construction de l'Europe que la Grande-Bretagne y participe. Vous devez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour qu'il en soit ainsi.»

Avait suivi l'esquisse d'un très beau portrait du Général de Gaulle, du dialogue intérieur permanent que l'homme conduisait avec l'homme d'Etat, c'est-à-dire avec la France et avec l'Histoire. Le portrait ainsi brossé dénotait de la part de Jean Monnet une hauteur de vue, une sérénité et une capacité de compréhension psychologique qui m'avaient frappé.

Il avait ensuite évoqué les personnages attachants d'Amélie et d'André Horré qui étaient au service de la famille depuis 1934 et qui étaient devenus des amis.

«Amélie est la meilleure cuisinière du monde et tout à l'heure vous allez faire un repas dont vous vous souviendrez votre vie durant. Quant à André, ancien mineur de fond dans le Département du Nord, s'il avait pu faire des études, il serait aujourd'hui président de la République. Son jugement sur les hommes et sur le mouvement de l'histoire est extraordinaire. C'est lui qui, parlant du Plan Schuman, a inventé l'image de la nécessité de changer la vaisselle. C'est lui encore qui, observant l'habitude que j'ai de réfléchir en marchant chaque matin a dit: <C'est simple, Monsieur met son idée devant lui, il lui parle et il conclut.>»

Entre les propos entendus au fil de la promenade, le repas et la rencontre qui suivirent dans la maison au toit de chaume d'Houjarray, il y eut une résonance qui n'a pas fini de retentir dans ma mémoire.

Au fur et à mesure que le mouvement de la décolonisation gagne l'hémisphère Sud, des étudiants francophones d'Asie, d'Afrique, du Proche- et du Moyen-Orient, réfugiés dans le Canton de Vaud, viennent suivre mon cours d'intégration européenne. Ils renouvellent sa substance en lui donnant cette dimension Nord-Sud, tellement importante sur les plans humain et géopolitique. Deux étudiants notamment ont laissé une trace durable de leur passage parmi nous. Il s'agit de Jean-Pierre Hocké (1957-1961), qui deviendra un jour directeur des opérations du CICR, et de Jonas Savimbi (1961-1965), chef de l'UNITA en Angola. Un écart de plusieurs années séparant leur temps d'études, ils se rencontreront au début de la décennie 1980 sur le champ de bataille de l'Angola afin d'y ouvrir la voie à l'action humanitaire du CICR. Une infirmière s'y illustrera. Elle s'appelle Mary-Josée Burnier.

Ces étudiants francophones venus à nous des pays dévastés par la guerre, en général, Jonas Savimbi, Jean-Pierre Hocké et Mary-Josée Burnier, en particulier, m'ont appris combien la semence de réconciliation et d'union qui, grâce à Jean Monnet, à Robert Schuman et à leurs compagnons, a introduit un changement d'espérance dans l'histoire et dans la vie des

Européens, fait l'objet d'une attente aussi ardente de la part des peuples et des hommes qui, en divers points de la planète, n'ont pas fini de souffrir de la guerre, de la pétrification de la vie politique, économique et sociale, de l'esprit de supériorité et de domination, de la privation des libertés et de tous les sévices que des hommes continuent à infliger à d'autres hommes.

En 1966, je participe à Genève à la Conférence «Eglise et Société» organisée par le Conseil œcuménique des Eglises. C'est l'occasion d'y rencontrer notamment le pasteur Willem Visser't Hooft, André Philip, Claude Gruson et l'archimandrite Nikodime. Je défends la thèse que l'union du continent, telle que l'ont conçue Jean Monnet, Robert Schuman et leurs compagnons, constitue une entreprise éminemment favorable à la sauvegarde de la Paix, en Europe et dans le monde. Cette thèse, qui sera reprise par l'Assemblée plénière, suscite l'attention et l'appui des représentants de l'Eglise orthodoxe russe et l'intérêt passionné de l'archimandrite Nikodime. Les entretiens qui s'ensuivent ne cesseront plus de gagner en signification.

Le 8 décembre 1966, Jean Monnet est le premier lauréat du Prix Robert Schuman que Monsieur Alfred Toepfer et la Fondation FVS de Hambourg ont créé auprès de la Friedrich-Wilhelms-Universität, à Bonn. Jean Monnet a voulu que j'assiste à cette cérémonie dont je retiens trois choses: la qualité de l'hommage rendu à Robert Schuman et à ses partenaires allemands, une rencontre, impressionnante, avec Konrad Adenauer et Herbert Wehner et la conclusion de l'exposé du récipiendaire: «Tout peut servir à celui qui a un objectif et qui le poursuit, tout, même et surtout l'obstacle.»

En 1967, Walter Adams, professeur à la *Michigan State University* et membre de la *United States Advisory Commission on International Educational and Cultural Affairs*, a invité le Centre de recherches européennes à organiser avec lui, au Château de Vidy, à Lausanne, la première conférence internationale d'experts non gouvernementaux consacrée à l'étude de l'«hémorragie de matière grise». Des professeurs d'université et des spécialistes venant de dix pays et de cinq continents ont présenté des travaux et participé aux discussions. Ces travaux et leurs conclusions ont suscité un écho considérable. Ils forment la substance du cahier rouge intitulé précisément *L'exode des cerveaux* et publié en 1968. Jean Monnet a porté un intérêt particulier à cette conférence et à ce livre.

En 1967, quelques mois passés à enseigner l'Europe de Jean Monnet à la *York University* à Toronto aux *Canadian Centennial Fellows* me donnent l'occasion de prendre la mesure de l'admiration que les Canadiens et que les Américains portent à Jean Monnet qu'ils appellent *Mr. Europe*. Il est émouvant de découvrir avec mes étudiants à l'Exposition universelle à

Montréal la copie de la photo du Conseil de physique Solvay 1911 avant d'aller avec eux en voir l'original à l'Hôtel Métropole, à Bruxelles.

Regarder ce groupe de savants européens qui ont inventé l'essentiel de ce monde moderne qui s'est surtout réalisé outre-Atlantique du fait de nos guerres, c'est s'interroger sur notre capacité de recréer un tel levain dans la pâte humaine d'une Europe unie et pacifiée. Le pari pris par Jean Monnet fascine les *Canadian Centennial Fellows* qui retrouvent dans l'exposé que leur fait Jean Rey au Berlaymont, à Bruxelles, à la fois la puissance du rêve de Jean Monnet et la détermination de ses compagnons et de ses successeurs à en faire une réalité vivante. Et Jean Rey conclut: «Ce sont là la responsabilité et la tâche principales de notre génération.»

La résonance que trouve en Jean Monnet le récit de cette expérience me vaut un jour, à Epalinges, en marchant dans le jardin, l'évocation de sa propre découverte du Canada et des Etats-Unis. Derrière la sobriété des mots, on sent passer le souffle de l'épopée des hommes dont la détermination et le courage ont permis de bâtir un Nouveau Monde.

Le 2 février 1970, l'équipe du Centre de recherches européennes a eu le sentiment de vivre, le long de l'itinéraire parcouru, un moment fort de la rencontre entre la Suisse et l'Europe. Il s'est produit au Palais de Rumine, à Lausanne, dans la salle du Sénat de l'Université, celle-là même où j'avais soutenu ma thèse en 1952. L'Université remettait à Jean Monnet le diplôme de docteur honoris causa ès sciences politiques qu'elle lui avait décerné. Le recteur Dominique Rivier et le professeur Georges Panchaud, président de l'Ecole des Sciences sociales et politiques, officiaient devant un public où l'on distinguait la présence de Madame Silvia Monnet et d'un de leurs petits-fils, de Paul Chaudet, ancien Président de la Confédération suisse, et de Jean-Pierre Pradervand, Président du Gouvernement vaudois, ainsi que de Lirmin et Paula Oulès, de Jules Humbert-Droz, de Me Marcel Regamey, d'Edwin Ruegg et du professeur Robert Grosjean, humaniste rayonnant, directeur de l'Ecole des HEC. Voici le texte de la laudatio: «A Jean Monnet en hommage au pionnier de la réconciliation et de l'union des peuples européens.» En conclusion d'un remerciement plein de substance et de sens, Jean Monnet répondit: «J'espère qu'un jour viendra où la Suisse, acceptant d'étendre ses principes au-delà de ses frontières, fera partie de cette union européenne — union nécessaire pour augmenter le niveau de vie des hommes, et pour exercer dans le monde le rôle pacifique et généreux dont il a besoin, et qui est dans la nature même de l'Europe unie.»

L'esprit de cette rencontre allait présider quelques années plus tard à l'insertion dans les statuts de la Fondation Jean Monnet d'un objectif



visant à cultiver par des recherches et par des colloques le sens de l'intérêt supérieur commun qui rassemble au cœur de l'Europe qui s'unit les Confédérés et les autres Européens.

Le 4 mai 1972, je participe à Vienne dans la salle Mozart du Konzerthaus, où il fut fondé, à la célébration du cinquantenaire du Mouvement pan-européen. C'est l'occasion de chercher à comprendre la portée de l'appel à l'union de l'ensemble de l'Europe lancé en 1922 par Richard de Coudenhove-Kalergi du cœur de l'Europe centrale disloquée par la Première Guerre mondiale et par le Traité de Versailles. En outre, c'est la chance d'assister sous l'égide de Coudenhove-Kalergi à la rencontre historique entre Bruno Kreisky, Chancelier fédéral d'Autriche, et l'archiduc Othon de Habsbourg-Lorraine. Je suis ainsi amené à comparer la conception d'action par les personnes et par les réseaux de liens personnels de Coudenhove-Kalergi et d'Othon de Habsbourg d'une part et de Jean Monnet d'autre part et d'apprendre à connaître les personnes et les mouvements que fertilisent et qu'inspirent leurs influences respectives.

L'expérience viennoise s'inscrit dans le cheminement entrepris pour aller à la découverte et à la rencontre des divers milieux qui, chacun à sa manière, se sont engagés dans l'union de l'Europe. Deux groupes s'affirment en même temps que celui que Richard de Coudenhove-Kalergi a créé à Vienne après la Première Guerre mondiale. L'un, formé par de grands industriels, de hauts responsables d'intérêts publics et privés, des gens de lettres et des artistes, s'est rassemblé à Luxembourg autour d'Emile Mayrisch, de son épouse née Aline de Saint-Hubert, de leur fille Andrée et de leur gendre Pierre Viénot. Louise Weiss a fondé, animé et étoffé l'autre milieu, à Paris, autour de *YEurope Nouvelle*.

Dans Paris occupé, en 1943, deux capitaines de la Wehrmacht, Ernst Jünger et Alfred Toepfer, inventent, en marchant dans les allées d'un jardin de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, la substance de l'essai *Der Friede*, c'est-à-dire l'union de l'Europe et l'organisation de la Paix, qui doivent suivre la défaite du IIIe Reich. Le maréchal Erwin Rommel avait approuvé leur manière de voir mais le destin ne lui avait pas permis d'agir.

A Metz, le 14 juillet 1946, aux côtés de Robert Schuman, Winston Churchill développe une vision de réconciliation et d'union des Européens qu'il exprimera à nouveau à Zurich, le 19 septembre 1946. Son verbe éloquent retentira profondément et durablement dans la conscience des Européens. Deux autres milieux apporteront bientôt à l'Europe le souffle de leurs idées et d'une détermination marquée par la guerre. On reconnaît les fédéralistes issus de la Résistance, groupés autour du pasteur Willem Visser't Hooft,

de Joseph Retinger, d'Henri Frenay, d'Altiero Spinelli, d'Hendrik Brugmans et de leurs compagnons, ceux qui sont venus du courant personnaliste et qu'illustrent Alexandre Marc, Arnaud Dandieu, Denis de Rougemont, Robert Aron et leurs amis. Le travail de ces pionniers conduira au Congrès de La Haye, en 1948, d'où naîtra le Conseil de l'Europe en 1949.

A Caux, au-dessus de Montreux, des hommes et des femmes ont rejoint Frank Buchman pour méditer avec lui. La réconciliation des Européens, à l'égal de celle à laquelle ils travaillent dans d'autres parties du monde, est présente au cœur des équipes du Réarmement Moral. Konrad Adenauer a fait le voyage de Caux en 1948, Hans Bockler, président du *Deutscher Gewerkschaftsbund*, l'a suivi quelques mois plus tard, et Robert Schuman en 1953.

Puisant aux sources les plus anciennes de notre civilisation et de notre culture et les plus actuelles de nos déchirements fratricides, des patriotes se préparent, à Athènes, à Paris et à Bruxelles, à rassembler la Grèce et l'Europe dans un même élan d'unité. Ici apparaissent les noms de Constantin et de Jeanne Tsatsos, née Seféris, de Constantin Caramanlis et de leurs compagnons.

La connaissance de ces réseaux de personnes et des courants d'idées qu'ils inventent, qui les traversent et qui en débordent permet de tenter de prendre une vue d'ensemble du paysage que compose l'action des divers milieux qui se sont donné pour tâche la construction de l'Europe et dont aucun n'est exclusif des autres et de cerner par voie de comparaison ce qu'a eu d'original la contribution que Jean Monnet a apportée à la réconciliation et à l'union des Européens par sa méthode d'action sur les choses à travers l'action sur les personnes.

Au fur et à mesure que l'expérience grandit, il devient possible de comprendre la distinction que Jean Monnet aimait à faire entre deux catégories de personnes et d'acteurs. Grâce à la maîtrise du verbe et de l'image, les uns créent le mouvement dans les esprits. Par leur maîtrise des mécanismes, les autres savent créer l'action et mettre le mouvement dans les choses (1). Les personnes de la première catégorie occupent en général le devant de la scène. Celles de la seconde ne sortent pas souvent de l'anonymat et de l'ombre. L'art de faire converger ces deux forces a atteint chez Jean Monnet un degré d'achèvement à la fois rare et naturel dont le sommet a consisté, en cas de succès, à en laisser le crédit à ceux qui avaient osé assumer le risque politique du projet et à donner aux autres la satisfaction d'avoir été utiles dans une entreprise susceptible de sauvegarder la paix, d'améliorer le sort des gens et d'ajouter du sens à leur propre existence.

(1) Cf. Jean Monnet : *Op. cit.*, p. 611.

En 1977, la fondation Stichting Praemium Erasmus de Rotterdam attribue à Jean Monnet le Prix Erasme, d'un montant de 100 000 florins dont la moitié doit être remise à une personne ou à une institution de son choix. Jean Monnet désigne le Centre de recherches européennes. D'entente avec sa femme et avec lui, cette somme est immédiatement investie dans la réalisation d'interviews par des spécialistes en Europe et aux Etats-Unis des acteurs et des témoins. François Fontaine nous assiste de ses conseils. Jean et Silvia Monnet jettent ainsi les bases d'une entreprise particulièrement féconde qui se poursuit encore avec succès.

Si je me hasarde à jeter un regard en arrière sur le chemin fait aux côtés de Jean Monnet dans l'entreprise commune et sur l'expérience conduite parallèlement au Centre de recherches européennes, il me vient à l'esprit l'image d'une roue. Je me souviens de l'émotion ressentie dans mon enfance lorsque j'ai vu naître chez un forgeron de village cette œuvre d'art qu'était une roue de char pour le paysan. A la place du moyeu, je vois le pouvoir d'inspiration de Jean Monnet; des personnes figurent les rayons. Tous s'appuient sur le moyeu mais sont aussi nécessaires pour faire tenir la roue qui a été cerclée par un travail de forge afin qu'elle puisse faire mouvement et permettre aux hommes d'aller de l'avant sur les chemins et sur les routes, en montagne comme en plaine.

A l'exemple du forgeron de village, Jean Monnet est un artisan, doublé d'un artiste.

## La Fondation Jean Monnet pour l'Europe

Le 13 juillet 1967, Jean Monnet m'écrit pour me dire qu'il aimerait que nous nous rencontrions bientôt.

«Je serais désireux de savoir quand vous pensez partir pour le Canada car je désirerais avoir avec vous une conversation tranquille. Rien n'est urgent. Je préférerais cependant que ce soit en septembre, si cela vous convenait.

»La question dont je veux vous parler a trait à mes *Mémoires* et au rôle que votre Institut pourrait jouer dans l'organisation des travaux. Ce que j'ai en tête n'est pas, ainsi que je vous l'ai dit, une action immédiate, mais pourrait être une action future importante: mes archives seraient déposées dans votre Institut et à la disposition des étudiants des divers pays qui voudraient les consulter.

»Pour cela je voudrais que nous fassions un arrangement, préparions les textes...

»Tout ceci peut se faire aussi bien en septembre qu'à un autre moment. Mais je souhaiterais que cela se fasse avant votre départ au Canada.»

Jean Monnet écrira neuf ans plus tard dans ses *Mémoires*:

«Ce que j'ai fait ou ce que j'ai contribué à faire, et que j'ai raconté dans ce livre, est né des circonstances, lorsqu'elles se sont présentées. Elles ne m'ont pas manqué et j'étais toujours prêt à les accueillir. C'est peut-être cette disposition d'esprit, ou cette disponibilité de l'esprit, qui est le plus important dans l'action. La vie est généreuse en occasions d'agir mais il faut s'y être préparé longtemps par la réflexion pour les reconnaître et les utiliser lorsqu'elles surviennent. Il n'y a que des événements, ce qui compte est de s'en servir en fonction d'un objectif. Le mien était l'action commune. Je souhaitais en montrer la voie et les moyens aux hommes jeunes qui cherchent à rendre leur vie utile aux autres.» (1)

En 1978, Jean Monnet, dont la santé devient fragile mais dont la détermination reste entière, charge ses amis de donner l'abri d'un toit à ses archives et de créer une institution qui en assure la conservation, le classement et l'exploitation au bénéfice des générations futures.

Tel sera l'objectif de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe constituée par lui, à Lausanne, le 4 octobre 1978, François Fontaine agissant sur procuration de sa part. Sa présence donne du sens à l'événement. En effet, il suit de deux ans la parution des *Mémoires* qui doivent tellement à la collaboration et au talent d'écriture de François Fontaine. Dès que l'acte notarié est signé, celui-ci peut appeler Jean Monnet de son bureau et lui dire: «Monsieur, il a été fait selon votre volonté: vous avez créé une nouvelle institution.» En me demandant d'en prendre la présidence, Jean Monnet m'en confie la responsabilité et une mission.

Madame la Grande-Duchesse Charlotte de Luxembourg, les Institutions européennes, l'Etat de Vaud, la Confédération suisse, la Ville et l'Université de Lausanne se joignent aux amis de Jean Monnet et à ceux du Centre de recherches européennes dont les forces convergent et se fédèrent pour donner vie au dernier projet du principal bâtisseur de l'Europe communautaire. Le recteur lausannois Dominique Rivier, le Syndic de la Ville de Lausanne, Jean-Pascal Delamuraz, et le Conseiller d'Etat vaudois Raymond Junod épaulent à fond nos efforts. A cette occasion, puis un peu plus tard, lors de la constitution du capital de la Fondation, se manifestent les qualités d'accueil, de service et de générosité des milieux vaudois, suisse et européen rassemblés, déjà observées dans les expériences précédentes.

(1) *Op. cit.*, p. 611.

Jean Monnet avait fait soumettre au Président de la République française son souhait de voir transférer à la Fondation qu'il vient de créer lui-même l'ensemble de ses archives. Le Président en confère avec le Secrétaire général de l'Élysée, Jean François-Poncet. Avec élégance, Valéry Giscard d'Estaing décide d'accorder sans tarder cette dernière joie à Jean Monnet. Sa décision sera confirmée sous la présidence de François Mitterrand.

Les archives et la bibliothèque de Jean Monnet constituent un ensemble d'environ douze tonnes. Par le sens de l'ensemble et du détail, par celui de l'exactitude et de la minutie qu'il appelle, le travail de classement s'apparente à un travail d'ancien horloger suisse. Il s'apparente aussi à celui des architectes et des maçons du Moyen Age selon l'image, forte et belle, utilisée par Jacques Delors. «Jean Monnet, explique-t-il, aimait à rappeler que les institutions sont la mémoire des peuples. Rien de moins nostalgique cependant que ce propos. Il signifie que la construction européenne, comme celle des cathédrales, s'inscrit dans la durée. Les bâtisseurs successifs sauront accomplir la promesse initiale d'union, s'ils se réfèrent à une architecture solide et vivante à la fois.» (1)

En faisant acte de donation du Centre de recherches européennes et de ses cahiers rouges à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe dont il devient ainsi l'une des composantes, Jacques Oberson, Charles Iffland, Martin Natusius, qui avait rejoint notre équipe en été 1964, et moi-même veillons à ce que l'expérience et les forces rassemblées à Lausanne à partir de 1957 soient mises au service de la construction de la mémoire vivante de la réconciliation et de l'union des Européens et des événements extraordinaires vécus à l'échelle du monde dont cette construction est l'aboutissement.

On sait tout ce que le travail en équipe a significé pour Jean Monnet, sa vie durant et à toutes les étapes de son action. Aussi bien le fait que les papiers européens de Robert Schuman et de Paolo Emilio Taviani, homme de confiance d'Alcide De Gasperi et du comte Sforza, et les archives de Robert Marjolin ont rejoint les archives du Père de l'Europe communautaire donne-t-il à la mémoire ainsi créée et élargie sa signification et sa résonance. Il était bon que cette mémoire de la réconciliation et de l'union des Européens trouve au cœur géographique de l'Europe qui s'unit, en Suisse et dans le Pays de Vaud, l'abri d'une ferme dans la cour de laquelle jaillit et chante l'eau claire d'une fontaine.

(1) Cf. Jacques Delors, préface à l'ouvrage intitulé *Hommage à Emile Noël*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg. 1988, p. 7.

## «Ne t'arrête pas à ce qui fut...» (Isaïe)

Au fur et à mesure que le classement des archives progresse, l'image d'un homme qui avait choisi pour règle d'agir sans paraître et même sans apparaître, se précise et s'éclaire peu à peu et commence à rayonner au cœur de notre temps. L'esprit, l'exemple et la méthode de ce bâtisseur deviennent semence et ferment pour le siècle prochain. Aussi la mémoire qu'il nous a demandé de bâtir sera-t-elle une source d'autant plus vive pour les générations montantes que celles-ci vont être appelées à relever plusieurs défis.

Le premier est déjà perceptible. Il s'agit d'élever l'Europe de la dimension régionale où l'ont confinée les effets de ses guerres passées à celle d'un pôle mondial de décision et de rayonnement qui correspond à son potentiel, au nouveau destin que peut lui apporter le changement d'espérance intervenu dans son histoire et aux services qu'elle va être appelée par les autres pays et continents à rendre à la sauvegarde de la paix mondiale et au progrès des œuvres de civilisation.

Le deuxième défi consiste à réussir la synthèse entre l'union et la diversité, à inventer à l'échelle d'un continent les règles de vie d'un «fédéralisme différencié» au service de l'épanouissement des hommes, de la condition et des communautés humaines. Il appartient à la nature et à la finalité de cet effort qu'il soit progressivement porté jusqu'au point où s'accomplira, en respectant le génie du «fédéralisme différencié», l'union économique, monétaire et politique et où la Communauté deviendra, à l'exemple de la Confédération suisse, la patrie stratégique des nations qui la composent. On voit ainsi à quels travaux difficiles, pleins de sens et dignes de leur ardeur devront s'atteler les générations nouvelles. La réussite de cette entreprise sera source en Europe d'une nouvelle Renaissance. Son échec serait la cause de grands périls.

Le troisième défi est lié aux phénomènes qui se profilent à l'Est et à l'Ouest. A l'Est, le réveil de l'Europe centrale et orientale et l'intérêt accru de l'Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev pour une «maison commune», le souffle de libéralisation qui s'est levé notamment sur la Russie, sur la Pologne et sur la Hongrie, le risque de balkanisation qui gagne l'imperium soviétique, l'afflux de sang neuf, de force de travail jeune et de cerveaux de la RDA vers la RFA à travers la Hongrie, la Tchécoslovaquie et l'Autriche, le dégel qui s'est emparé des ensembles pétrifiés, nous ramènent au point de départ de l'entreprise européenne. Là où elle est placée, au cœur de l'Europe, l'Allemagne ne rendra à l'Est les services qui découlent des impératifs géographiques et historiques qu'en consolidant avec vigueur son amarrage à l'Ouest et par conséquent qu'en accélérant et en amplifiant avec

ses partenaires le processus d'union du continent. Pour cela, il est vital et il faut, comme le disait avec force un étudiant d'outre-Rhin, il y a quelques années, en conclusion d'un cours d'intégration européenne, que la dynamique de l'union du Vieux Monde reste au rythme de l'accélération de l'histoire en Allemagne. Sinon... La classe avait convenu que le dessein de Jean Monnet allait dès lors revêtir autant de sens pour l'avenir des jeunes générations dans la perspective des relations Est-Ouest qu'il en avait eu en 1950 pour la génération d'après-guerre lorsque, sous l'égide du Plan Schuman, il avait permis d'intégrer la République fédérale d'Allemagne à l'Europe occidentale.

Ces étudiants sont allés droit à l'essentiel non seulement de la géopolitique européenne mais de l'objectif principal des institutions communautaires et de la génération aux affaires et aux leviers de commande: transmettre à celles qui suivent et se préparent à monter à leur tour sur le chantier toute la vigueur du projet hérité des pères fondateurs. Cette transmission se fera d'autant mieux qu'elle peut désormais prendre appui sur deux phénomènes considérables. Un continent juridique nouveau est né et il se développe. Il est le tissu vivant qui tient ensemble et qui relie toutes les cellules qui font le corps de l'Europe. Dans ce corps, les communautés intermédiaires, les villes, les régions, les métiers, les professions, les familles et même les personnes et surtout, maintenant et de plus en plus, les entreprises, mobilisent leur énergie pour se porter aussi à la hauteur du défi et de l'opportunité qui accompagnent l'élargissement des horizons, des frontières et des esprits.

Le quatrième défi va venir du Pacifique et de l'Atlantique. A suivre la stratégie mise en œuvre par le Japon sur la route qui le conduit rapidement aux premiers rangs de la puissance économique mondiale, on se demande si sa politique d'investissement en Amérique du Nord ne l'amènera pas un jour à conduire l'offensive de conquête du grand marché européen aussi à partir des Etats-Unis. On imagine ce que signifiera le cumul de ces forces et de ces atouts, et cela aussi bien sur le plan de la capacité concurrentielle que sur celui du poids politique. Si l'Europe veut à la fois rester libérale, pouvoir supporter ce choc et faire face à cette puissance conjuguée, elle doit redoubler d'efforts pour se porter par l'union de ses forces et par l'élévation de son savoir, de son savoir-faire et de sa stratégie au niveau de ses concurrents les plus dynamiques. Il n'y a pas une minute à perdre.

Le cinquième défi, Jean Monnet l'a dit avec netteté en s'adressant aux Syndicats réunis à Luxembourg en 1959, réside dans le fait que l'Europe détient dans son gisement de matière grise, combiné avec la capacité d'invention et la liberté d'entreprendre, un levain assez puissant pour faire lever la pâte de nos sociétés et de nos économies. La conclusion que

Jean Monnet en avait tirée pour l'éducation, pour l'enseignement, pour la recherche scientifique et technologique et pour la culture, n'a pas cessé et ne cessera pas de valoir. L'opportunité et le défi concernent tous les Européens et l'ensemble du continent, c'est-à-dire aussi bien l'Europe occidentale et centrale que l'Europe orientale. L'opportunité, le défi et notre responsabilité sont immenses.

Or l'expérience vécue et l'action conduite par Jean Monnet et par ses compagnons apprennent aux jeunes qu'une action déterminée qui est à la hauteur d'une grande vision est un levier qui peut soulever la montagne. Et là encore j'entends la voix de Jean Monnet nous dire à ce sujet et à son propos: «Vous savez, il n'y a pas de mystère, il y a beaucoup de travail.»

En fait, c'est en cela que réside peut-être l'un des enseignements majeurs qu'apporte le dépouillement de ses archives. On connaît la puissance de sa vision d'ensemble. On connaît par les témoignages des proches collaborateurs l'intensité de l'engagement continu dans le travail. Les archives révèlent maintenant comment la vision a été tenue jour après jour à la hauteur de la nécessité et comment l'action a été conduite à tous les niveaux et dans toutes les directions, jusque dans les moindres détails, avec une détermination et parfois avec un acharnement, qui n'ont connu ni repos ni relâche jusqu'à ce que le dessein s'incarne dans une réalité vivante et durable.

C'est ainsi que s'offre au regard du chercheur une succession d'actions qui, dans les conjonctures de guerre et de paix, de crise économique et d'expansion, au cœur de l'histoire de notre temps, s'enchaînent les unes aux autres sur plusieurs continents pour aboutir en Europe à la formulation et à la réalisation d'un grand dessein. Grâce à la discipline de fer pratiquée pour retenir au fur et à mesure par le document et par l'écriture l'essentiel de l'expérience s'ajoutent au mouvement de l'action celui des hommes et des milieux, des circonstances et des conjonctures ainsi que la carte des lieux.

Finalement, cet effort continu mené par un bâtisseur visionnaire et par ses compagnons aura été une contribution majeure à l'avènement d'un des plus grands événements de ce siècle et du prochain. Et ce n'est pas le moindre paradoxe d'observer que l'homme qui a su forger et utiliser un tel levier pour soulever la montagne a fait preuve d'un effacement tel derrière l'action des détenteurs du pouvoir et des grandes forces collectives auxquels il a inspiré sa vision qu'il a fallu attendre son entrée au Panthéon pour que, enfin, il apparaisse au grand jour. La progression du dépouillement de ses archives soulignera toujours mieux combien est vraie la pensée de Theodore H. White selon laquelle on ne peut pas comprendre l'histoire



si l'on n'y inclut pas aussi des hommes tels que Jean Monnet comme l'un des facteurs décisifs.

Au terme de cette évocation, il apparaît qu'à l'homme de l'action sur le terrain a succédé celui qui finalement doit se résoudre à cette audace suprême qu'est l'écriture et qui nous dit:

«Quand on a accumulé une certaine expérience de l'action, c'est encore agir que de s'efforcer de la transmettre aux autres, et le moment arrive un jour où le mieux qu'on puisse faire est d'enseigner à faire ce qu'on croit être bien.» (1)

(1) Cf. Jean Monnet : *Op. cit.*, p. 609.